

FONCIER ÉCONOMIQUE
Une feuille de route
articulée autour
de cinq axes

P 16

ÉMISSIONS DE MÉTHANE ET DÉCARBONATION

Sonatrach et Eni renforcent leur partenariat

Sonatrach et le groupe italien Eni ont renforcé, lundi à Alger, leur coopération dans le domaine environnemental à travers la signature d'un protocole d'intention portant sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cet accord consolide une dynamique de décarbonation engagée depuis 2023 entre les deux compagnies énergétiques. P 3



MÉDICAMENTS
ANTICANCÉREUX
ET VACCINS

Deux projets
stratégiques
à concrétiser avant
fin 2027

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a donné de nouvelles instructions pour accélérer la réalisation de deux projets considérés comme prioritaires : l'un consacré à la production de médicaments anticancéreux à Constantine et l'autre dédié à la fabrication de vaccins à Annaba.

P 2

APPROVISIONNEMENT
EN EAU

Un programme
d'urgence de 23
milliards de dinars

Le ministère de l'Hydraulique engage un nouveau programme d'urgence doté d'une enveloppe de 23 milliards de dinars pour renforcer le service public de l'eau et améliorer la continuité de l'alimentation à travers les différentes wilayas du pays. Dans un communiqué, le ministère a précisé que le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé, hier, une réunion de travail au siège du ministère, en présence de cadres de l'administration centrale et des directeurs généraux des établissements et organismes relevant de sa tutelle.

P 5

CAMPAGNE LABOURS-
SEMAILLES DES CÉRÉALES
Les préparatifs déjà
engagés pour la
nouvelle saison

Alors que la campagne de moisson-battage 2025-2026 entre dans sa dernière phase, l'Algérie a déjà lancé les préparatifs de la prochaine saison céréalière. L'objectif est de capitaliser sur les performances enregistrées cette année, marquées par des niveaux de production qualifiés d'historiques dans plusieurs régions, tout en anticipant l'approvisionnement en semences et en engrais, le financement des exploitations et les opérations de labours et de semailles.

P 3

DESSALEMENT D'EAU DE MER

La station de Cap Blanc atteint
sa pleine capacité de
production P 2

AADL 3

Distribution des premiers
logements le 1er novembre
prochain P 3

15 ENTREPRISES ITALIENNES
ATTENDUES À ALGER LES 28 ET 29
SEPTEMBRE PROCHAIN

Cap sur la mécanisation
agricole et l'irrigation
intelligente P 6

SALON INTERNATIONAL MARITIME EXPO
La 2e édition prévue du 14 au 16 septembre à Alger

La deuxième édition du Salon International Maritime Expo (IME) se tiendra du 14 au 16 septembre prochain au Palais des Expositions d'Alger, ont annoncé lundi les organisateurs. Le Salon réunira, trois jours durant, entreprises, opérateurs, institutions et professionnels intervenant notamment dans les équipements et solutions portuaires, la réparation et la maintenance navales, le transport maritime et les compagnies maritimes, la logistique, le transport intermodal et la supply chain, le transit et le commissionnement de transport, les banques, assurances et autres services connexes, précise dans un communiqué le World Trade Center Algiers (WTCA), organisateur de l'évènement. En parallèle de l'exposition, IME 2026 proposera un programme de conférences et de rencontres professionnelles consacré aux principales transformations qui façonnent l'avenir du secteur maritime et de la logistique. Quatre grandes thématiques structureront le programme : "Construire les ports de demain: innovation et performance au service de la compétitivité", "Vers un transport maritime durable: transition énergétique, électrification, automatisation et ports intelligents", "Ports, Rails Routes renforcer l'intermodalité service d'une logistique multimodale performante" ainsi que "Financer l'avenir maritime quels mécanismes pour soutenir la modernisation et la croissance du secteur?". Le Salon, réunissant les acteurs du secteur maritime, des ports et de la logistique, ambitionne de se positionner "comme une plateforme professionnelle de référence dédiée au transport maritime, aux ports, à la logistique et aux solutions technologiques et industrielles qui accompagnent leur développement", a souligné le WTCA.

R E.

MÉDICAMENTS ANTICANCÉREUX ET VACCINS

Deux projets stratégiques à concrétiser avant fin 2027

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a donné de nouvelles instructions pour accélérer la réalisation de deux projets considérés comme prioritaires : l'un consacré à la production de médicaments anticancéreux à Constantine et l'autre dédié à la fabrication de vaccins à Annaba.

Par Réda Hadi

Réunis dimanche à Alger au siège du ministère, des cadres de Saidal ainsi que des représentants des sociétés étrangères impliquées dans ces opérations ont présenté des exposés techniques sur l'état d'avancement des différents chantiers. Le ministre a insisté sur la nécessité de lever rapidement les éventuelles contraintes techniques et administratives et de veiller au strict respect du calendrier de réalisation. L'objectif fixé est clair : permettre l'entrée en exploitation des deux projets avant la fin du quatrième trimestre 2027. Pour le département de l'Industrie pharmaceutique, ces investissements doivent contribuer à élargir significativement l'offre locale, particulièrement dans des segments stratégiques où l'Algérie cherche à réduire sa dépendance aux importations. Le projet de Constantine consacré aux médicaments anticancéreux constitue ainsi un maillon important de la stratégie de développement de l'oncologie pharmaceutique. Le groupe Saidal dispose déjà d'une expérience dans ce domaine et participe au renforcement du tissu industriel national. En mai dernier, le ministère avait indiqué que 15 établissements pharmaceutiques étaient agréés pour produire des médicaments destinés au traitement du cancer, dont 11 étaient déjà en exploitation, avec 172 médicaments produits localement pour cette thérapeutique.

À Annaba, le projet de production de vaccins, lancé dans la zone industrielle d'El-Bouni, vise notamment les vaccins inscrits au programme national de vaccination. Sa réalisation doit permettre de réduire progressivement les importations et de consolider la sécurité sanitaire. Selon les estimations communiquées lors du lancement du projet, l'ensemble des nouvelles capacités de production de vaccins pourrait contribuer à réduire la facture d'importation d'au moins 150 millions de dollars par an, avec un potentiel pouvant atteindre 200 millions de dollars à mesure de l'extension des capacités. Ces deux chantiers s'inscrivent dans un programme plus large de modernisation et de diversification de Saidal. Le groupe poursuit notamment le développement de son Centre de recherche, de développement et d'innovation, dont les laboratoires doivent soutenir la mise au point de nouveaux produits. Le centre de recherche et développement de Sidi Abdallah est actuellement en cours d'équipement. Le volet vaccinal est également appelé à s'appuyer sur un projet de centre national spécialisé dans la recherche en virologie. Annoncé à Mostaganem, ce centre doit contribuer au développement de la recherche et de la fabrication de vaccins, tandis que Saidal est appelé à assurer la production des médicaments et produits issus de cette activité. Parallèlement, le groupe multiplie les partenariats technologiques. Un accord conclu en

avril 2026 avec les sociétés indiennes Oncosis et Fabtech Technologies prévoit ainsi un transfert de technologie destiné à produire en Algérie des vaccins innovants. Saidal a également signé, en février, un protocole avec Sanofi pour le développement et la production de vaccins à usage humain. Dans le domaine de l'oncologie, un projet de production de matières premières destinées aux médicaments anticancéreux est également en cours à Sétif. Cette unité, conçue pour produire jusqu'à 5.000 kg de matières premières par an, doit contribuer à renforcer l'intégration industrielle de la filière. À cela s'ajoutent les investissements dans les produits vétérinaires à Mostaganem, avec une unité annoncée pour une capacité de 175 tonnes par an, ainsi que le développement de nouvelles capacités dans les diagnostics et les réactifs biochimiques. À travers l'ensemble de ces projets, Saidal entend donc dépasser progressivement son rôle traditionnel de producteur de médicaments génériques pour se positionner sur des segments à forte valeur ajoutée : oncologie, vaccins, biotechnologies, matières premières, diagnostics et produits innovants. Pour le ministère, l'enjeu dépasse la seule augmentation des capacités industrielles. Il s'agit de construire une base pharmaceutique davantage intégrée, capable de sécuriser l'approvisionnement du marché national, de réduire la facture d'importation et, à terme, de soutenir le développement des exportations pharmaceutiques algériennes.

DESSALEMENT D'EAU DE MER

La station de Cap Blanc atteint sa pleine capacité de production

La station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc, dans la wilaya d'Oran, a atteint sa pleine capacité de production de 300.000 m³/jour, a annoncé la filiale du groupe Sonatrach "Algerian Desalination Company (ADC)". Cette performance intervient à l'issue de l'achèvement des différentes phases de montée en puissance progressive de la production, conformément aux normes et procédures

en vigueur, précise l'ADC dans un communiqué. Depuis sa mise en service, la station a contribué à la production de 92,345 millions de m³ d'eau dessalée, confirmant son rôle dans le renforcement de l'alimentation en eau potable et de la sécurité hydrique de la wilaya d'Oran et des régions avoisinantes. L'atteinte de la pleine capacité de production permettra ainsi de consolider les capacités de dessalement de la wilaya et

de contribuer davantage à la couverture des besoins des citoyens en eau potable, tout en renforçant la stabilité et la continuité de l'approvisionnement en cette ressource essentielle. La station de Cap Blanc s'inscrit dans le cadre du premier programme national complémentaire de dessalement d'eau de mer, dont l'ensemble des projets a été livré et qui vise à renforcer la sécurité hydrique à l'échelle nationale. Cette in-

frastructure constitue, selon l'ADC, une illustration de l'importance accordée par l'État à la sécurisation des ressources hydriques et à l'amélioration continue du service public de l'eau. À travers cette réalisation, l'ADC réaffirme également son engagement à poursuivre ses efforts dans le domaine du dessalement d'eau de mer et à contribuer au renforcement de la sécurité hydrique nationale, tout en garantissant la pé-

rennité et la continuité de l'approvisionnement des citoyens en eau potable. La mise en pleine capacité de la station de Cap Blanc intervient ainsi dans le cadre des efforts déployés par les pouvoirs publics pour diversifier les ressources en eau et réduire la dépendance aux ressources conventionnelles, notamment dans les régions soumises à une forte pression sur les ressources hydriques.

Z R.

RENTRÉE SOCIALE

Le ministre Adjal donne des instructions pour le raccordement des structures concernées aux réseaux d'électricité et de gaz

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, lundi, une réunion consacrée au suivi du niveau de raccordement des établissements éducatifs et universitaires et des instituts de formation et d'enseignement professionnels aux réseaux d'électricité et de gaz, au cours de laquelle

il a donné des instructions pour garantir le raccordement des structures concernées, indique un communiqué du ministère. Présidant les travaux d'une réunion du comité de coordination sectoriel, en prévision de la rentrée sociale 2026-2027, M. Adjal a donné des instructions et des orientations visant à garantir la disponibi-

lité opérationnelle des structures et des réseaux concernés, afin d'assurer le bon déroulement de la prochaine rentrée sociale, précise le communiqué. Au cours de cette réunion, tenue en présence de cadres et de responsables centraux du secteur et de nombre de responsables principaux du groupe Sonelgaz, un exposé détaillé a été

présenté sur l'état d'avancement des projets de raccordement des différents établissements concernés, ajoute la même source, soulignant que "les opérations de raccordement s'achèveront intégralement le 31 août pour que ces établissements soient prêts pour la prochaine rentrée scolaire".

APS

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ÉMISSIONS DE MÉTHANE ET DÉCARBONATION

Sonatrach et Eni renforcent leur partenariat

Sonatrach et le groupe italien Eni ont renforcé, lundi à Alger, leur coopération dans le domaine environnemental à travers la signature d'un protocole d'intention portant sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cet accord consolide une dynamique de décarbonation engagée depuis 2023 entre les deux compagnies énergétiques.

Par S. R.

Le nouveau protocole vise à identifier et à promouvoir des opportunités concrètes de décarbonation du secteur pétrolier et gazier algérien, en s'appuyant sur les meilleures pratiques internationales. Selon le communiqué de Sonatrach, la réduction des émissions de méthane figure explicitement parmi les priorités de cette coopération, dans un contexte où ce gaz constitue l'un des principaux leviers d'action climatique pour l'industrie des hydrocarbures. Cette nouvelle étape s'inscrit dans la continuité du Mémoire d'intention conclu en 2023 entre les deux partenaires. Celui-ci avait posé les bases d'une coopération technologique axée sur la réduction et la valorisation du torchage du gaz, ainsi que sur le développement de solutions permettant de limiter les émissions. Depuis cette date, un programme structuré d'activités conjointes a été mis en œuvre, combinant analyses techniques, actions de renforcement des capacités et visites de terrain. Ces initiatives ont permis d'identifier plus précisément les sources d'émissions et les principaux leviers susceptibles de les réduire. Des for-

mations ciblées ont également contribué à accélérer la mise en œuvre de mesures correctives directement sur les sites de production. Ces travaux ont fait émerger plusieurs axes d'intervention prioritaires, notamment la réduction des émissions fugitives et de la mise à l'évent, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la diminution du torchage ainsi que l'évaluation des possibilités de captage, d'utilisation et de stockage du carbone, communément désignées par l'acronyme CCUS. Parmi les résultats les plus significatifs de cette coopération figure la mise en place d'une campagne de détection et de réparation des fuites, connue sous l'acronyme LDAR. Cette démarche a permis de réduire sensiblement les émissions fugitives. Initialement menée conjointement par les deux partenaires, elle est désormais réalisée de manière autonome et systématique par les équipes intervenant au niveau des groupements exploités en partenariat par Sonatrach et Eni. Une évaluation des émissions de référence a également été effectuée sur six installations opérées conjointement par les deux compagnies en Algérie. Avec ce nouveau protocole, Sona-

trach entend poursuivre les travaux engagés depuis 2023 tout en élargissant les domaines de coopération. Parmi les nouvelles pistes envisagées figure notamment le développement d'initiatives de captage naturel du CO2 à travers un projet forestier. Cette approche permettrait de compléter les solutions technologiques de réduction des émissions par des actions à dimension environnementale et territoriale. Présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, Eni apporte à ce partenariat son expertise dans les énergies renouvelables, le bio-raffinage et l'économie circulaire. Le groupe italien met également en avant son ambition de favoriser un accès efficace et durable à l'énergie dans les pays où il est présent. Pour Sonatrach, ce nouvel accord traduit ainsi la volonté de renforcer les actions de réduction des émissions tout en poursuivant le développement de ses activités énergétiques. Il marque également une nouvelle étape dans la coopération avec Eni, alors que les acteurs du secteur pétrolier et gazier accordent une importance croissante à la maîtrise de leur empreinte environnementale.

AADL 3

Distribution des premiers logements le 1er novembre prochain

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé, lundi à Alger, la distribution, le 1er novembre prochain, des premiers logements du programme de location-vente AADL 3 dans nombre de wilayas, à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération. Présidant, au siège du ministère, une réunion consacrée à l'évaluation des programmes du secteur de l'habitat, en présence des directeurs centraux et exécutifs, M. Belaribi a précisé que son département "poursuit, avec la même détermination et le même engagement, la mise en œuvre de ses programmes de développement", notamment "la préparation de la prochaine opération nationale de distribution de logements, prévue le 1er novembre, à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération". Dans ce cadre, le ministre a indiqué que cette opération coïncidera avec "le début de la livraison des premiers logements du programme AADL 3 dans nombre de wilayas où les projets ont atteint des stades avancés de réalisation, conformément à l'engagement de l'Etat à permettre aux citoyens d'accéder à un logement décent". M. Belaribi a également fait savoir que son département ministériel a entamé l'implantation du programme AADL 3 à travers les différentes wilayas selon une nouvelle vision urbanistique, fondée sur la création de pôles urbains comme choix "stratégique" pour instaurer un modèle urbain moderne, reposant sur une répartition urbaine équilibrée, la réduction de la pression sur les grandes villes et la création de quartiers intégrés répondant aux exigences de la vie moderne, à travers leur dotation en différents équipements et infrastructures essentiels. Dans cette optique, "nous avons entamé la réalisation d'un projet prévoyant la création de 47 pôles urbains à travers 38 wilayas, sur une superficie globale de plus de 30.000 hectares", a-t-il poursuivi, précisant que "l'opération a débuté avec le lancement des travaux d'aménagement de 16 pôles urbains, couvrant une superficie de 7.875 hectares, avec une capacité d'accueil de 493.559 unités". M. Belaribi avait annoncé, en juillet 2025, le lancement des chantiers de 16 nouveaux pôles urbains dans 16 wilayas, à savoir Djelfa, Blida, Oran, Mascara, Relizane, Chlef, Tipasa, Jijel, Tlemcen, Constantine, Skikda, Souk Ahras, Bordj Bou Arridj, Sétif, Boumerdes et Tissemsilt. Il avait également indiqué que ces 16 pôles urbains abriteront plus de 121.000 unités, toutes formules confondues, dont plus de 109.000 logements AADL 3, dans sa première tranche, ainsi que 859 équipements publics de proximité et structurants, en concrétisation du principe d'intégration et de complémentarité au sein des futurs quartiers et villes.

APS

LIGNE MINIÈRE EST

Nécessité d'intensifier la coordination pour maintenir le rythme de la réalisation

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a achevé hier lundi sa série de visites de terrain aux différents tronçons et chantiers du projet de la ligne ferroviaire minière Est, au cours desquelles il a souligné la nécessité d'intensifier la coordination afin de maintenir le rythme de la réalisation, indique un communiqué du ministère. Dans le cadre de cette visite sur le terrain, le ministre a souligné "la nécessité d'adopter des mesures préventives permettant de lever tout éventuel obstacle sur le terrain, ainsi que de renforcer les mécanismes de coordination et de complémentarité entre les groupements d'entreprises chargés de la réalisation et les autorités locales des wilayas traversées par la ligne ferroviaire minière Est, afin de maintenir le rythme de la réalisation et d'assurer la concrétisation de ce projet stratégique

dans les délais fixés", précise la même source. Le ministère a indiqué que le rythme accéléré des travaux sur la ligne ferroviaire minière Est a permis l'achèvement de deux tronçons d'une longueur totale de 174 km, à savoir le tronçon reliant Djebel Onk à Oued Kebrit (151 km), ainsi que le raccordement de la ligne de Bled El Hadba à la ligne minière, sur une distance de 23 km. Dans ce cadre, 127 km supplémentaires seront achevés à la fin du mois de septembre de l'année en cours, concernant les tronçons Annaba-Boucheougouf (54 km), Dréa-Oued Kebrit (30 km) et la ligne de contournement de la ville de Tébessa-Tenoukla (43 km). Concernant les travaux restant à réaliser sur le tronçon reliant Ain Sennour à Dréa (49 km), leur réception interviendra dans les délais impartis, assure le ministère.

Lors de cette série de visites de terrain dans les différents tronçons et chantiers du projet de la ligne minière Est, reliant Annaba à Bled El Hadba (wilaya de Tébessa) sur 422 km de long, le ministre s'est enquis, durant trois jours consécutifs, de l'état d'avancement des travaux, au niveau de 41 stations, depuis le port phosphatier d'Annaba en passant par les différents tronçons de la ligne minière Est traversant les wilayas d'Annaba, d'El Tarf, de Guelma et de Souk Ahras jusqu'à la wilaya de Tébessa. Ces visites ont porté sur l'inspection des différents ouvrages d'art du projet, au nombre de 60 ponts et 12 tunnels ainsi que sur le suivi de l'état d'avancement des travaux de terrassement, de déblaiement et de remblaiement, de pose et de fixation de la voie ferrée, les quantités de déblais et remblais réalisées ayant atteint 27 millions de m³. Ces travaux revêtent, selon le minis-

tère, "une grande importance", vu le caractère stratégique du projet, des moyens humains et matériels importants ayant été mobilisés au niveau des différents chantiers, à travers la mobilisation de plus de 14000 travailleurs et pas moins de 5 000 engins et équipements dans le but d'augmenter le rythme de réalisation et de parachever le projet dans les délais impartis, en application des instructions du président de la République. Les visites de terrain ont été émaillées par une réunion de coordination avec les représentants et responsables des sociétés de réalisation, les bureaux d'étude et de suivi et les laboratoires, l'accent ayant été mis sur le bon rythme d'avancement des travaux, avec la prise d'une série de mesures et de dispositions supplémentaires pour accélérer le rythme de réalisation à travers les différents chantiers.

R E.

LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION
Ouverture de la COP17 en Mongolie

La 17e session de la Conférence des Parties (COP17) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) s'est officiellement ouverte lundi à Oulan-Bator, la capitale de la Mongolie. Organisée sous le thème "Restaurer la terre. Restaurer l'espoir", la COP17 rassemble 12.000 représentants des 197 parties à la CNULCD dans le cadre d'un forum mondial majeur visant à accélérer les actions de lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse. Dans son allocution d'ouverture, le Premier ministre de la Mongolie, Nyam-Osor Uchral, a déclaré que le monde entre dans une nouvelle ère de prise de décision collective sur la manière de protéger et de restaurer les ressources foncières de la planète et sur le type de monde à léguer aux générations futures. "Il est désormais largement reconnu que la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse constituent des défis qui transcendent les frontières nationales et exigent une réponse collective de la part de l'humanité", a-t-il ajouté "Nous devons redoubler d'efforts dès maintenant pour traduire les engagements pris en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des sols en actions concrètes, soutenues par un financement adéquat, des technologies et des cadres institutionnels appropriés. C'est pourquoi la COP17 ne doit pas se contenter de réitérer les décisions et déclarations des réunions précédentes, mais doit au contraire accélérer leur mise en œuvre", a-t-il souligné. Le segment de haut niveau de la COP17 sera marqué par des dialogues ministériels, tandis que le programme plus large comprendra des forums multipartites et des discussions thématiques sur l'intégration science-politique, l'innovation et les solutions, les outils et les technologies, ainsi que le financement. Le programme prévoit également quatre journées thématiques consacrées respectivement au financement, à l'eau, aux terres et aux populations, ainsi qu'aux systèmes alimentaires et à la santé des sols. La Conférence cherchera également à renforcer les partenariats et à promouvoir des solutions concrètes et évolutives pour restaurer les terres dégradées et bâtir des communautés et des économies résilientes. La COP17 se poursuivra à Oulan-Bator jusqu'au 28 août.

APS

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS D'INVESTISSEMENT
L'AAPI fixe une échéance au 30 septembre

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a lancé une nouvelle opération de suivi des projets d'investissement enregistrés auprès de ses services. Elle invite l'ensemble des porteurs de projets concernés à déposer et à actualiser leur état d'avancement au titre du premier semestre 2026, avec une échéance fixée au 30 septembre prochain. Cette opération s'inscrit, explique l'Agence dans un communiqué, dans le cadre du suivi périodique des projets d'investissement et intervient conformément aux dispositions de la loi n° 22-18 relative à l'investissement, ainsi qu'aux textes réglementaires pris pour son application. À travers cette démarche, l'AAPI entend disposer d'une situation actualisée

et fiable de l'évolution des projets enregistrés, mais également identifier les éventuelles difficultés susceptibles d'entraver leur concrétisation. Sont concernés par cette opération tous les porteurs de projets d'investissement enregistrés auprès de l'Agence jusqu'au 30 juin 2026. Ils sont appelés à renseigner le formulaire consacré à l'état d'avancement de leur projet au titre du premier semestre de l'année en cours, selon le modèle établi à cet effet. L'AAPI précise également que les investisseurs n'ayant pas encore déposé leur état d'avancement au titre de l'année 2025 doivent procéder à sa régularisation, parallèlement au dépôt du nouveau formulaire relatif au premier semestre 2026. Les documents doivent être déposés auprès du guichet unique ayant procédé à l'enregistrement du projet d'investissement. Les formulaires devront, le cas

échéant, être accompagnés des informations et pièces justificatives demandées. L'Agence a appelé les porteurs de projets concernés à prendre les dispositions nécessaires afin de respecter le délai fixé au 30 septembre 2026, sans attendre l'approxe de cette échéance. En outre, l'AAPI a rappelé que le dépôt de l'état d'avancement constitue une obligation réglementaire imposée aux porteurs de projets dans le cadre du dispositif de suivi des investissements. Le non-respect de cette obligation à l'expiration du délai réglementaire peut ainsi exposer les investisseurs concernés aux mesures prévues par la législation en vigueur. Selon les conditions légales et réglementaires applicables, ces mesures peuvent aller jusqu'à l'annulation du certificat d'enregistrement du projet d'investissement et au retrait des avantages accordés.

R E.

ALGÉRIE-OMAN
Examen des moyens de renforcer la coopération commerciale et d'élargir le partenariat économique

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, dimanche à Alger, l'ambassadeur du Sultanat d'Oman, M. Saïf bin Nasser bin Rashid Al-Badaï, accompagné du président du Conseil d'administration du groupe omanais Suhail Bahwan Holding, Saad Suhail Bahwan, pour examiner les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine du commerce extérieur et du partenariat économique, indique un communiqué du ministère. La rencontre, qui s'est déroulée en présence de hauts cadres du ministère, a été l'occasion de discuter des moyens de développer les échanges commerciaux entre les deux pays et d'élargir les domaines de partenariat entre les opérateurs économiques algériens et omanais. A cette occasion, les deux parties ont souligné l'importance de poursuivre la concertation et la coordination et d'intensifier les rencontres entre les différents acteurs économiques, afin de porter la coopération et le partenariat bilatéraux à des niveaux supérieurs, reflétant la profondeur des relations fraternelles et historiques unissant l'Algérie et le Sultanat d'Oman.

APS

MONNAIES
Le dollar en baisse

Le dollar reculait lundi, les cambistes s'attendant à ce que la Réserve fédérale (Fed) n'augmente pas ses taux directeurs en septembre au vu de l'inflation en ralentissement et des indicateurs économiques aux Etats-Unis en juillet. Dans la matinée, le billet vert perdait 0,25% face à la monnaie unique européenne, à 1,1600 dollar pour un euro, 0,13% face au yen japonais, et 0,52% face au franc suisse, valeur refuge concurrente. La semaine dernière, l'indice des prix

à la consommation (CPI) et celui des prix à la production (PPI) ont tous les deux montrés un ralentissement de l'inflation américaine le mois dernier. D'autres indicateurs économiques, comme les ventes au détail en repli en juillet, ont jeté une ombre au tableau économique. "Les marchés mondiaux du risque apprécient le fait que la Fed puisse maintenir ses taux inchangés un peu plus longtemps", estime un analyste.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Août 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	96	107	84	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	73	88	59	الطماطم	
	Oignon sec	85	94	75	البصل الجاف	
	Ail sec	690	786	594	الثوم الجاف	
	Carotte	105	117	94	الجزر	
	Navet	178	197	160	اللفت	
	Poivron	141	156	125	الفلفل الاخضر	
	Piment	141	158	125	الفلفل الحار	
	Courgette	83	95	71	الكوسة	
	Haricot vert	227	253	201	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	131	147	115	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	471	589	352	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	499	615	383	التمر	
	Banane	687	716	657	الموز	
	Melon	87	98	75	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	76	95	56	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2068	2220	1915	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	468	483	453	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	NC	0,00	-4,98	-13,96	6,80	8,15	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,36	0,36	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,35	-0,19	7,56	7,64	19000	26 600 000,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,02	1,03	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 050,00	2049,00	-0,05	-5,13	-7,47	8,49	8,54	1534	3 143 166,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,43	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	NC	0,00	-5,19	-1,60	1,14	8,52	0	0,00

APPROVISIONNEMENT EN EAU

Un programme d’urgence de 23 milliards de dinars

Le ministère de l’Hydraulique engage un nouveau programme d’urgence doté d’une enveloppe de 23 milliards de dinars pour renforcer le service public de l’eau et améliorer la continuité de l’alimentation à travers les différentes wilayas du pays. Dans un communiqué, le ministère a précisé que le ministre de l’Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé, hier, une réunion de travail au siège du ministère, en présence de cadres de l’administration centrale et des directeurs généraux des établissements et organismes relevant de sa tutelle.

Par Zahir R

À cette occasion, le ministre a donné des instructions pour accélérer la mise en œuvre du programme d’urgence, assurer la disponibilité permanente des infrastructures hydrauliques et améliorer leur rendement d’exploitation. En effet, cette opération vise notamment à renforcer les capacités d’intervention et de maintenance du secteur, à améliorer le rendement des infrastructures hydrauliques et à assurer une prise en charge rapide des éventuelles pannes. L’enveloppe de 23 milliards de dinars permettra ainsi l’acquisition de différents équipements et matériels électromécaniques, de groupes électrogènes, de pompes hydrauliques et de moyens d’intervention et de maintenance technique. Le programme prévoit également l’acquisition d’équipements et de stations de pompage, de camions-citernes et d’autres moyens nécessaires au renforcement des capacités opérationnelles. Selon les orientations données lors de la réunion, ces moyens devront être mobilisés en fonction des priorités réelles du terrain afin de garantir la continuité du service au niveau des différentes infrastructures hydrauliques et de répondre rapidement aux préoccupations des citoyens. Le ministre a, à ce titre, appelé au strict respect des délais fixés et à l’accélération du rythme de réalisa-

tion des opérations programmées. Il a également insisté sur le renforcement de la coordination entre les différents services, établissements et organismes relevant du secteur, afin d’optimiser l’utilisation des équipements et des moyens disponibles. La réunion a également été consacrée au suivi de l’état d’avancement des grands projets structurants et stratégiques du secteur de l’Hydraulique, ainsi qu’à l’examen des études relatives aux futurs projets destinés à renforcer et à sécuriser l’alimentation en eau potable dans différentes régions du pays. Parmi les opérations examinées figure la préparation du lancement des travaux d’adduction à partir des stations de dessalement d’eau de mer de Tlemcen, Mostaganem et Chlef. Le projet de Tin Zaouatine, destiné à alimenter la région en eau potable à partir de la nappe aquifère de Tanezrouft sur une distance estimée à 238 km, a également fait l’objet d’un suivi. Les responsables ont, par ailleurs, examiné le projet Koudiet Asserdoun-Cap Djinet, qui porte sur la réalisation des travaux d’adduction à partir de la station de dessalement d’eau de mer Cap Djinet 2, au profit des wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, M’Sila et Médéa. Le projet destiné à alimenter la ville d’El Eulma et les communes du nord-est de la wilaya de Sétif en eau potable à partir du

barrage de Draâ Diss a également été évoqué, de même que le transfert d’eau vers la wilaya de Biskra à partir du barrage de Koudiet Medouar, dans la wilaya de Batna. Le suivi a également porté sur le projet Mila-Jijel, destiné à renforcer l’alimentation en eau potable de six communes de la wilaya de Mila et de deux communes de la wilaya de Jijel à partir du barrage de Tabellout. Les projets d’alimentation des communes de la wilaya de Souk Ahras à partir du barrage d’Oued Djedra et de raccordement de la région de Béni Ksila au réseau d’eau dessalée à partir de la station de dessalement de Béjaïa figurent également parmi les opérations examinées. La réunion a, en outre, permis d’examiner l’état d’avancement des études relatives aux grands projets stratégiques de transfert d’eau « du Sud vers le Sud » et « du Sud vers les Hauts-Plateaux ». Ces projets sont considérés comme des opérations structurantes pour renforcer la sécurité hydrique et sécuriser les ressources en eau à long terme. À cette occasion, le ministre a réitéré ses instructions concernant le respect strict des délais et l’accélération des procédures liées aux différents projets et programmes arrêtés. Il a également appelé à une mobilisation précoce des structures et établissements du secteur afin d’anticiper les besoins et de garantir la disponibilité des infrastructures hydrauliques.

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES DES CÉRÉALES

Les préparatifs déjà engagés pour la nouvelle saison

Par Selma R.

Alors que la campagne de moisson-battage 2025-2026 entre dans sa dernière phase, l’Algérie a déjà lancé les préparatifs de la prochaine saison céréalière. L’objectif est de capitaliser sur les performances enregistrées cette année, marquées par des niveaux de production qualifiés d’historiques dans plusieurs régions, tout en anticipant l’approvisionnement en semences et en engrais, le financement des exploitations et les opérations de labours et de semailles. Cette démarche repose sur une meilleure anticipation du cycle agricole. Selon Boumediène Amrani, directeur central à l’Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), un « guichet unique » a été mis en place dès le mois de juillet afin d’accompagner les agriculteurs dans la préparation de la campagne d’automne. « L’objectif est d’anticiper la prochaine campagne et de permettre aux agriculteurs de disposer, dans les délais, des moyens nécessaires », a expliqué le responsable lors de son intervention à la télévision algérienne, soulignant l’importance de faciliter l’accès aux semences, aux engrais et au financement. Dans ce cadre, le crédit R’fig, un financement sans intérêts, est mobilisé pour soutenir l’acquisition des intrants. Les banques, les assurances et les coopératives agricoles participent également à ce dispositif. Cette préparation intervient alors que les opérations de collecte se poursuivent. Dans les régions du Sud,

notamment à Adrar et El Meniaa, la moisson avait débuté dès la fin du mois d’avril. L’extension des superficies agricoles a nécessité une importante mobilisation de moyens, avec le déploiement de moissonneuses-batteuses, de camions et de main-d’œuvre. Dans le Nord, les conditions climatiques ont particulièrement favorisé la campagne. Une pluviométrie importante et bien répartie a permis aux agriculteurs de respecter les différentes étapes de l’itinéraire technique, depuis les labours jusqu’à la fertilisation et aux traitements. « Nous avons enregistré des niveaux de production historiques, qui n’avaient pas été atteints depuis l’indépendance », a indiqué Boumediène Amrani, mettant en avant l’impact des conditions climatiques et des efforts consentis par les agriculteurs. Cette hausse de la production a également rendu nécessaire l’adaptation du dispositif de collecte. L’OAIC a ainsi prolongé jusqu’au 30 septembre la période de réception des récoltes afin de permettre aux producteurs d’acheminer leur production dans de bonnes conditions. Vingt nouveaux centres de stockage de proximité ont également été mis en service dans le Sud, notamment à Adrar et Timimoun. « Ces centres permettent de rapprocher les capacités de stockage des agriculteurs et de réduire les distances de transport », a précisé le responsable de l’OAIC. Le programme prévoit la réalisation de 350 centres de proximité à l’échelle nationale, auxquels s’ajouteront, à l’horizon 2027, de grandes infrastructures de stockage dont

les capacités dépasseront un million de quintaux. La préparation de la prochaine campagne passe également par la modernisation des moyens de production. Une nouvelle société relevant du groupe Agrodif doit contribuer au renforcement des capacités de mécanisation aux côtés de l’OAIC. Parallèlement, l’acquisition de 20 stations de purification et de traitement des semences dotées de technologies de tri optique est en cours. Ces équipements doivent améliorer la qualité des semences et contribuer à l’augmentation des rendements. La numérisation constitue un autre levier de modernisation. Depuis 2020, l’OAIC dispose d’un système d’information centralisé permettant notamment d’assurer le suivi des agriculteurs, des semences et de la cartographie des récoltes. L’Office entend également s’appuyer davantage sur les solutions développées par les startups pour améliorer le suivi de la filière. L’un des principaux acquis mis en avant pour la prochaine campagne concerne enfin les semences. Selon Boumediène Amrani, l’Algérie a atteint l’autosuffisance pour les semences de blé dur, de blé tendre et d’orge, permettant ainsi de mettre fin aux importations dans ces catégories. Cette évolution devrait faciliter l’approvisionnement des agriculteurs au moment du lancement de la prochaine campagne. « Nous disposons aujourd’hui des capacités nécessaires pour assurer l’approvisionnement en semences des principales cultures céréalières », a souligné le responsable.

15 ENTREPRISES ITALIENNES ATTENDUES À ALGER LES 28 ET 29 SEPTEMBRE PROCHAIN

Cap sur la mécanisation agricole et l’irrigation intelligente

Dans le sillage du renforcement continu des partenariats économiques entre l’Algérie et l’Italie, une mission économique de premier plan investira la capitale algérienne les 28 et 29 septembre prochain. Organisé par l’agence publique ICE-Agenzia (l’Agence italienne pour le commerce extérieur) en collaboration avec la fédération FederUnacoma (Fédération italienne des constructeurs de machines agricoles), cet événement réunira environ 15 entreprises italiennes spécialisées, venues exposer leurs technologies et nouer des partenariats industriels stratégiques avec leurs homologues algériens. Cette initiative s’inscrit pleinement dans la dynamique actuelle du secteur agricole algérien, engagé dans une modernisation accélérée, l’extension des surfaces cultivées dans le Grand Sud et une gestion rationnelle de l’eau. Pour répondre à ces enjeux cruciaux de souveraineté alimentaire, la délégation italienne réunit des acteurs majeurs spécialisés dans le machinisme, l’élevage, l’irrigation intelligente et la numérisation agricole. Ces experts apportent des solutions concrètes, allant du pilotage connecté des cultures à la fourniture de plants certifiés et d’infrastructures modernes de stockage, mettant ainsi le savoir-faire transalpin au service des besoins du marché local. Conçu pour favoriser un alignement précis entre l’offre technologique italienne et la demande du marché algérien, le programme s’étalera sur deux journées intenses dans un grand hôtel d’Alger. Les travaux débiteront le lundi 28 septembre par un workshop inaugural réunissant représentants institutionnels et experts des deux nations, avant de laisser place, dès la fin de matinée et tout au long de l’après-midi, à des rencontres d’affaires B2B individualisées sur des espaces dédiés. Le lendemain, la délégation italienne se rendra directement sur le terrain pour visiter des exploitations agricoles de la région algéroise, une étape clé permettant aux industriels transalpins d’évaluer concrètement les réalités et les besoins opérationnels du secteur. Cette mission italienne de septembre 2026 s’inscrit dans le cadre d’une réorientation majeure de la politique agricole algérienne, désormais axée sur la production locale, la numérisation et l’agriculture de précision. L’Algérie ne recherche plus de simples importations, mais des partenariats industriels durables, soutenus par la récente création du Conseil national de la mécanisation agricole et par le déploiement du Système national d’information agricole. Deuxième marché africain pour les équipements italiens, avec des exportations en constante hausse, le pays s’appuie déjà sur des réalisations concrètes telles que le projet conjoint de 36 000 hectares à Adrar et Timimoun, où les premières récoltes de blé ont eu lieu en mai 2026. Cette dynamique renforce un partenariat stratégique fondé sur le transfert de technologie, la formation, (avec le futur Centre Enrico Mattei) et la modernisation durable des filières céréalières et de l’irrigation.

S. R.

TOUGGOURT
Plus de 2.700 nouvelles places de formation pour la session d’octobre

Plus de 2.700 nouvelles places de formation, toutes formules confondues, seront proposées dans la wilaya de Tougourt pour la rentrée de la formation professionnelle (session octobre 2026), a-t-on appris dimanche de la direction locale de la formation et de l’enseignement professionnels (DFEP). Parmi ces offres de formation, 1.810 sont sanctionnées de diplômes en formation professionnelle, dont 900 en formation par apprentissage, 770 en formation résidentielle et 140 en cours du soir et formation par passerelles, a détaillé le chef de service du bureau d’orientation à la DEFP, Salem Mengaâ. Selon le même responsable, 950 places de formation couronnées de certificat d’aptitude professionnelle (CAP), dont 155 postes pour la formation de la femme au foyer, 145 pour les cours du soir, 175 places pour les établissements pénitentiaires, et 475 places pour d’autres formations de qualification. La nomenclature de la formation professionnelle sera étoffée au titre de cette session dans la wilaya de Tougourt par le lancement de nouvelles spécialités de formation en installation du réseau de la fibre optique, l’élevage équin, soudure-pipe, mécanique agricole, design et couture, installation de chauffage central, en sus d’autres spécialités qualifiantes de main-d’œuvre répondant aux exigences du marché de l’emploi local et national. La DFEP de Tougourt entend lancer, en préparatifs de la prochaine session, des activités d’information et de sensibilisation à travers les différents établissements de la formation, consistant en des caravanes de vulgarisation des offres et spécialités disponibles et l’encouragement des jeunes sur l’importance d’acquérir une qualification.

R. E.

MASCARA

Réparation de 40 fuites d’eau importantes sur les principales conduites d’adduction

L’unité de l’Algérienne des Eaux (ADE) de la wilaya de Mascara a réussi à réparer 40 fuites d’eau importantes sur les principales conduites d’adduction du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), dans le cadre d’une campagne de réparation des fuites sur ces conduites, achevée samedi soir, a indiqué, dimanche, le directeur de l’unité, Mohamed Bentouaf.

Dans une déclaration à l’APS, M. Bentouaf a souligné que cette campagne, organisée quatre jours durant par la direction générale de l’ADE, a mobilisé près de 60 agents issus des équipes techniques des unités de l’Algérienne des Eaux de 14 wilayas. L’opération a ciblé les principales conduites d’adduction du système de transfert MAO, qui alimentent les trois principaux couloirs de Mascara, Sig et Mohammadia. Les travaux ont permis de réparer 40 fuites importantes sur ces conduites. Selon le même responsable, les interventions ont concerné les principales conduites d’adduction du système MAO traversant les communes de Mohammadia, Bouhenni, El Alaïmia, Ras El-Aïn Amirouche, Hacine et Bouhanifia. Les opérations de réparation, réalisées dans

le cadre de cette campagne, ont également permis de récupérer des quantités considérables d’eau potable qui étaient perdues au niveau des principales conduites d’adduction du système MAO sur le territoire de la wilaya. Cette campagne devrait contribuer à améliorer l’approvisionnement en eau potable dans les différents couloirs du système MAO concernés et à réduire les perturbations susceptibles d’affecter le programme quotidien de distribution de cette ressource vitale dans les communes bénéficiant d’un approvisionnement en eau dessalée, selon la même source. L’opération vise également à renforcer la coopération entre les différentes unités de l’Algérienne des Eaux à travers le pays dans le domaine de la lutte contre les fuites enregistrées sur les principales conduites d’ad-

duction du système MAO. Cette initiative s’inscrit, par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre sur le terrain des orientations des hautes autorités du pays visant à rationaliser l’exploitation des ressources hydriques, éliminer les fuites et les branchements illicites et améliorer le rendement des réseaux de distribution, a-t-on indiqué. Par ailleurs, l’unité de l’Algérienne des Eaux de la wilaya prévoit de lancer, prochainement, une vaste campagne de réparation des fuites d’eau au niveau des réseaux de distribution urbains dans différentes communes de la wilaya, dans le cadre de ses efforts visant à améliorer l’approvisionnement en eau potable dans la région et à récupérer des quantités considérables d’eau actuellement perdues, a fait savoir M. Bentouaf.

APS

MILA

Lancement des travaux d’entretien du chemin communal de la commune Ain Beida Harriche

Les travaux d’entretien et de réhabilitation du chemin communal (CC) n1 dans la commune d’Ain Beida Harriche dans la wilaya de Mila, ont été lancés sur une distance de trois (3) km, à-on avis dimanche auprès du directeur des travaux publics, Rabah Sarri. Le même responsable a précisé à l’APS que ce projet qui mobilise une

enveloppe financière de près de 60 millions DA, dégagée du programme d’appui au développement socio-économique des communes de 2026, vise à réhabiliter cet itinéraire qui relève la commune d’Ain Beida Harriche aux limites administratives de la wilaya de Sétif. L’opération s’inscrit dans le cadre des efforts des autorités locales pour faci-

liter les déplacements des habitants des mechtas et agglomérations de cette commune dont celles de Sedari, Aziza et Béni Amrane vers le chef-lieu de wilaya et la wilaya de Sétif, selon la même source. Les travaux portent sur le traitement des points dégradés de cet itinéraire, la réalisation d’ouvrages d’écoulement des eaux pluviales outre la pose

des multiples couches composant le corps de la chaussée, a-t-on détaillé. Il est également prévu l’inscription d’une seconde opération au titre de la prochaine année 2027 pour parachever la réhabilitation de ce chemin qui raccorde le chemin de wilaya CW-5 aux limites administratives de la wilaya de Sétif, à l’adresse indiquée.

APS

TIARET

Lancement des travaux de maintenance de 5 km du CW 11

Les travaux d’entretien d’un tronçon de 5 km du chemin de wilaya 11 (CW 11), reliant les communes de Meghila et Mechraâ Safa, ont récemment été lancés dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris, dimanche, auprès du directeur des travaux publics, Ali Salah. M. Salah a précisé que ce tronçon, reliant la commune de Sidi Hasni à la zone de Zaouia, bénéficie d’une enveloppe financière de 202,7 millions de dinars, dans le cadre du programme de réparation des dégâts occasionnés par les intempéries. Sa

mise en service est prévue dans un délai de six mois. Les travaux portent notamment sur la reconstruction des ouvrages d’art et le rehaussement de la chaussée, afin de la protéger contre les inondations et l’obstruction des conduites durant l’hiver, ainsi que l’aménagement de caniveaux et la mise en place de dispositifs de protection sur ses abords. Le même responsable a indiqué qu’avec la mise en service de ce tronçon, les travaux d’entretien auront concerné 100 km de ce chemin de wilaya, tandis

que le dernier tronçon, d’une longueur de 3 km, fera l’objet de travaux d’entretien ultérieurement. Après sa modernisation complète, cet axe routier devrait contribuer à réduire les distances entre plusieurs localités et à fluidifier la circulation entre plusieurs villes, tout en allégeant la tension sur la route nationale 23 (RN 23) en direction des wilayas de Mascara et Tissemsilt, en passant par plusieurs villes de la wilaya de Tiaret.

Agence

BÉJAIA

Le secteur de l’éducation renforcé par 20 nouveaux établissements à la rentrée scolaire 2026/2027

Vingt nouveaux établissements scolaires pour les trois paliers d’enseignement seront réceptionnés à l’occasion de la rentrée scolaire 2026/2027 dans la wilaya de Béjaia, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de l’éducation nationale. Les services de la direction de l’éducation ont indiqué lors de la 2e session ordinaire de l’Assemblée populaire de wilaya (APW) que le secteur sera renforcé à l’occasion de la prochaine rentrée scolaire par 12 groupes scolaires, 4 Collèges d’enseignement moyen (CEM) et 4 lycées, offrant au total

12.840 nouvelles places pédagogiques. Plusieurs autres structures, à savoir 12 cantines scolaires, 7 salles de sport et une unité de dépistage (UDS), seront également réceptionnées à l’occasion de la rentrée scolaire, ont souligné les mêmes services. Au titre de l’année scolaire 2026/2027, la wilaya compte 254.497 élèves, dont 123.435 dans le cycle primaire, 89.217 dans le cycle moyen et 41.845 dans le secondaire, soit une hausse de 4.285 élèves par rapport à l’année précédente, a-t-on souligné. Les mêmes services ont ajouté que l’al-

location spéciale de scolarité a été intégralement versée à 36.582 bénéficiaires et que 48.804 manuels scolaires ont été distribués gratuitement aux élèves des trois paliers d’enseignement. S’agissant du transport scolaire, la direction de l’éducation a fait savoir que la wilaya dispose de 1.170 bus pour transporter 49.721 élèves à travers l’ensemble des communes. Concernant l’acquisition d’équipements pour les établissements scolaires, notamment de tables, chaises, tableaux et bureaux, une enveloppe de 300 millions DA a été prévue à cet effet, in-

diqué la même source. Le secteur de l’éducation à Béjaia dispose de 589 écoles primaires, 166 CEM, 67 lycées et 545 cantines scolaires, ainsi que 38 salles de sport et 12 UDS, selon les mêmes services. Plus d’une trentaine d’établissements scolaires, une soixantaine de salles de classe et d’autres structures, inscrits au titre de différents programmes, sont actuellement en cours de réalisation à travers la wilaya, a-t-on souligné de même source.

APS

MARÉE NOIRE EN IRAN

Les cicatrices écologiques de la guerre

Plus que jamais, c’est à Ormuz que se trouve l’épicentre du pétrole. Ce goulet stratégique n’est cependant pas réductible aux enjeux énergétiques, car la guerre déclenchée par les États-Unis y ajoute son lot de catastrophes écologiques et de marées noires, dont celle qui menace aujourd’hui l’île de Qeshm. Si le Détroit décide du sort d’innombrables barils et tankers, il irrigue aussi des mangroves, des récifs et des usines de dessalement dont dépend toute une partie du Proche-Orient. Avec la guerre, c’est le risque d’un stress hydrique renforcé.

Par Nima Shokri (*)

NDLR : Cet article s’inscrit dans une série visant à proposer des points de vue originaux sur la guerre en Iran. Vous pouvez notamment retrouver sur le Vent Se Lève l’article de Paul Simon, qui détaille l’impact des sanctions sur le pays, celui de Lotfi el Othmani selon lequel cette guerre découle des contradictions de l’économie américaine, celui de Matt Huber, qui critique l’interprétation malthusienne dominante à propos du pétrole, ou encore celui de Nikos Smyrniaios, qui propose une réflexion sur l’actualité du concept d’impérialisme.

Le long de la côte méridionale de l’Iran, des nappes d’hydrocarbures progressent en direction des mangroves de Hara, sur l’île de Qeshm. Les autorités iraniennes affirment que l’étendue de la contamination reste encore à évaluer, et l’origine de cette pollution n’a pas encore été établie. Plusieurs marées noires ont cependant été détectées dans la région depuis le début de la guerre entre les États-Unis et l’Iran.

Ce sont précisément les caractéristiques qui rendent ces écosystèmes extraordinairement productifs qui en font aussi des pièges efficaces à polluants. Les forêts de Hara se trouvent dans le détroit de Khuran, qui sépare l’île de Qeshm du continent iranien. Ce bras de mer se situe à proximité du détroit d’Ormuz – l’un des corridors maritimes les plus stratégiques de la planète. On évoque habituellement le détroit d’Ormuz à travers le vocabulaire de la géopolitique : barils de pétrole, routes commerciales, prix de l’énergie et commerce mondial.

Mais sous cette carte géopolitique s’en dissimule une autre, bien moins commentée. Le détroit d’Ormuz et les eaux qui l’entourent abritent mangroves, récifs coralliens, herbiers marins, zones de pêche et communautés littorales. Ils fournissent également l’eau de mer dont dépendent certaines des sociétés les plus soumises au stress hydrique de la planète.

Le détroit d’Ormuz n’est pas seulement un verrou énergétique. C’est aussi un verrou écologique. Et un conflit prolongé expose les deux à la fois. Une nappe de pétrole en mer libre constitue déjà un événement de pollution grave. Mais lorsque le pétrole pénètre un écosystème de mangrove, le problème change de nature. Les mangroves occupent la frontière entre terre et mer ; leurs systèmes racinaires denses ralentissent le mouvement de l’eau et retiennent les sédiments.

Ce sont précisément les caractéristiques qui rendent ces écosystèmes extraordinairement productifs qui en font aussi des pièges efficaces à polluants. Si le pé-



trole peut être retiré de la surface de l’eau, celui qui s’infiltré dans le littoral et les sédiments fins est bien plus difficile à traiter. La contamination peut affecter les racines et les jeunes pousses, et exposer à la pollution les organismes qui vivent dans ces sédiments ou qui s’en nourrissent. Poissons et oiseaux peuvent en pâtir par des voies écologiques qui débordent largement le périmètre visible des arbres contaminés.

Le cas de Qeshm ne doit pas non plus être considéré isolément. Plus tôt dans la guerre, une autre nappe avait été repérée près de l’île de Kharg, dans le nord du golfe Persique. Les images satellite montraient alors que les courants transportaient la contamination à travers le détroit de Khuran, en direction des mangroves.

Des chercheurs s’appuyant sur l’observation satellitaire ont par ailleurs signalé une augmentation nette de la fréquence et de l’étendue de la pollution pétrolière dans le Golfe depuis le début de la guerre. C’est là que la portée environnementale d’un conflit prolongé dépasse de loin celle d’une marée noire isolée.

La priorité, à Qeshm, va résider dans le confinement. Empêcher que davantage de pétrole ne pénètre dans les mangroves est bien plus efficace que de tenter de l’en extraire une fois qu’il s’est infiltré dans un environnement intertidal complexe.

Le confinement seul ne suffit cependant pas : il s’agira aussi, pour les autorités, d’établir l’origine et les caractéristiques chimiques de la contamination, d’en cartographier l’étendue spatiale, de croiser observations de terrain et suivi satellitaire, et de prélever des échantillons d’eau et de sédiments. Viendra aussi la nécessité d’établir des états de référence dans les zones touchées et non touchées, puis de suivre dans la durée l’état des mangroves, des organismes aquatiques et d’autres indicateurs écologiques.

De tels efforts pourraient eux-mêmes

être entravés par la guerre. Un conflit peut réduire la capacité des scientifiques, des agences environnementales et des équipes d’intervention d’urgence à atteindre les lieux où l’action est le plus urgentement nécessaire. Se pose aussi la question des dommages que la réponse elle-même pourrait causer. Après la marée noire de l’Exxon Valdez, en 1989, au large de l’Alaska, le lavage à l’eau chaude sous haute pression avait permis d’éliminer le pétrole échoué, mais avait aussi causé des dégâts considérables aux organismes et aux habitats du littoral.

Dans les mangroves, où racines et sédiments sont particulièrement sensibles aux perturbations physiques, des interventions tout aussi énergiques peuvent faire plus de mal que de bien. Plus important encore : la question de la surveillance des forêts de mangrove de Hara se posera bien au-delà du moment où le littoral paraîtra propre. La guerre incite à traiter les dommages environnementaux comme secondaires – quelque chose à évaluer une fois épuisées les questions de stratégie militaire, de diplomatie, d’approvisionnement énergétique et de pertes économiques. Cette hiérarchie est difficile à justifier.

Les systèmes environnementaux sont des infrastructures à part entière. Les mangroves protègent les côtes et font vivre les écosystèmes marins. Les pêcheurs assurent des moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. Les sols permettent l’agriculture. Les nappes phréatiques stockent l’eau, et les eaux côtières alimentent les usines de dessalement.

Des écosystèmes en bonne santé procurent des formes de résilience d’autant plus précieuses en période d’instabilité politique et économique. Les détruire ou les dégrader crée ainsi des passifs susceptibles de perdurer bien après la fin des opérations militaires.

Et à la différence d’un pont, d’un pipeline ou d’un bâtiment, un écosystème ne peut pas nécessairement être reconstruit.

Une forêt de mangrove adulte est le produit de processus biologiques qui se déploient dans la durée. Les fonctions écologiques perdues peuvent mettre des années à se rétablir, et certains changements pourraient s’avérer difficiles, voire impossibles, à inverser.

C’est pourquoi ce qui se joue à Qeshm mérite une attention qui dépasse largement les frontières de l’Iran. La question n’est pas de savoir si cette pollution pétrolière constitue, en elle-même, une catastrophe écologique : nous ne disposons pas encore des éléments pour en juger. La question la plus importante est ce que cet événement nous révèle. Il nous révèle que dans une région où d’énormes volumes d’hydrocarbures, un trafic maritime dense, des infrastructures hydriques critiques et des écosystèmes côtiers fragiles se partagent une même géographie exiguë, le risque environnemental ne peut être dissocié du risque géopolitique.

Si le conflit iranien se poursuit, la probabilité de nouveaux accidents, de dommages aux infrastructures, de pollutions et d’interruptions de la gestion environnementale ira croissant. Certaines conséquences – navires en feu, littoraux noircis, végétation morte – seront immédiatement visibles. D’autres s’accumuleront en silence – dans les sédiments, les sols, les nappes phréatiques, les chaînes alimentaires et des écosystèmes déjà sous tension. Ce sont sans doute celles-ci qui s’avèreront, au bout du compte, les plus difficiles à réparer.

Car si toutes les guerres finissent par s’achever, leurs conséquences environnementales, elles, ne suivent pas nécessairement le même calendrier.

(*) Codirecteur exécutif de l’Institute for Water, Environment and Health (UNU-INWEH), Université des Nations unies.
Source: Lvsl.fr; publié le 13/08/2026

TUNISIE

L'économie enregistre une croissance de 2,3%

L'économie nationale a enregistré une croissance de 2,3 %, au cours du deuxième trimestre 2026, par rapport à la même période de 2025, selon les estimations préliminaires des comptes nationaux trimestriels publiées, samedi, par l'Institut national de la statistique (INS).

Selon les données prenant en considération les variations saisonnières, le Produit Intérieur Brut (PIB) a enregistré une croissance de 1,4%, au cours du deuxième trimestre 2026 par rapport au premier trimestre. Ainsi, la croissance économique, a atteint, au cours du premier semestre 2026, 2,4 % par rapport à la même période 2025.

Au niveau sectoriel, l'INS a fait état d'une hausse de 5,5 % en glissement annuel de la valeur ajoutée du secteur agricole contribuant à la croissance à hauteur de 0,51 points. Le secteur des services a également progressé de 1,9 %, contribuant à hauteur de 1,18 point à la croissance globale. Cette performance est notamment liée à l'évolution de la valeur ajoutée des secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés (+4,6 %), de l'informatique et des communications (+3,5 %) et du transport (+1,7 %).

Le secteur du bâtiment a, pour sa part, enregistré une croissance de 3,6 %, tandis que la valeur ajoutée des industries manufacturières a augmenté de 0,9 %, grâce notamment à la progression des industries diverses (+3,7 %), des industries agroalimentaires (+2,1 %) et des industries mécaniques et électriques (+1,6 %).

En revanche, la valeur ajoutée du secteur de l'énergie, des mines, de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets a reculé de 1,7 %, en raison de la baisse de la valeur ajoutée du secteur minier (-9,6 %) et de l'extraction de pétrole et de gaz naturel (-1,1 %).

Ainsi, l'ensemble du secteur industriel n'a enregistré qu'une croissance limitée de 0,3 %, au cours du deuxième trimestre 2026, par rapport à la même période de l'année précédente.

Par ailleurs, l'INS a souligné une hausse de 3,3 % en glissement annuel du volume de la demande intérieure, laquelle a contribué à la croissance à hauteur de 3,61 points.

À l'inverse, le solde des échanges extérieurs a eu une contribution négative de 1,33 point, malgré une hausse de 10,4 % des exportations de biens et services en raison d'une progression plus importante des importations de 11,2 %.

Agence

QATAR

Qatar Investment Authority annonce un investissement dans le fonds de Lesha Bank

La Qatar Investment Authority (QIA) a annoncé, ce jeudi, un investissement dans le fonds de Lesha Bank, dénommé « Lesha Qatar Opportunities Fund ».

Selon un communiqué de la QIA, cet investissement s'inscrit dans le cadre de son initiative de gestion active d'actifs, lancée en 2024 pour établir des partenariats avec les principaux gestionnaires d'actifs mondiaux et locaux possédant une expertise dans les marchés du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Dans le cadre de cette initiative, la QIA contribue au capital d'amorçage de fonds gérés par ses partenaires, en réallouant des actions de sociétés cotées à la Bourse de Doha.

Le communiqué souligne que cette collaboration avec des gestionnaires d'actifs locaux, tels que Lesha Bank, reflète l'engagement de la QIA à soutenir l'économie qatarie et à renforcer sa compétitivité. L'objectif de la QIA est de contribuer au développement et à la diversification des marchés financiers qataris à travers une série d'initiatives.

Pour le directeur général de la QIA, M. Mohammed Saif Al Sowaidi, cet investissement marque une nouvelle étape : « Nous sommes heureux d'étendre notre initiative de gestion active d'actifs par le biais de cet investissement dans le fonds de Lesha Bank, le premier fonds géré localement dans ce cadre. Ce partenariat reflète notre volonté de soutenir le développement du secteur financier du Qatar et d'élargir les perspectives pour les gestionnaires d'actifs locaux. »

R I.

GRÂCE À LA RELANCE DU TRANSIT

Damas retrouve sa place de corridor stratégique

La Syrie retrouve progressivement son rôle de corridor stratégique pour les échanges commerciaux entre la Turquie et l'Europe au nord, l'Irak, la Jordanie et les pays du Golfe à l'est et au sud, ainsi que la Méditerranée à l'ouest.

Par R I/Agence

Cette évolution s'accompagne de la reprise du trafic de transit et de l'orientation de l'État vers la réhabilitation des routes et des voies ferrées, ainsi que vers la connexion des ports maritimes aux ports secs et aux zones logistiques.

Les indices de ce retour sont notamment visibles dans la reprise du transit entre la Syrie et la Turquie. Le premier convoi de transit entre les deux pays a franchi le poste-frontière de Bab al-Hawa le 29 août 2025, après une interruption de quinze ans.

Cette étape a permis de rouvrir l'axe commercial entre les deux pays et de relier les flux en provenance du territoire turc aux réseaux de transport syriens, puis à l'Irak, à la Jordanie et aux pays du Golfe.

Cette dynamique s'est renforcée au cours de l'année actuelle. Le 13 août, le vice-ministre syrien des Transports, Mohammad Rahal, et le vice-ministre saoudien des Transports et des Services logistiques, Rumaih Al-Rumaih, ont examiné, lors d'une visioconférence, les moyens de développer les corridors de transport routier et ferroviaire.

Au cours de cet échange, le vice-ministre syrien a annoncé que le trafic de camions sur l'axe Turquie-Syrie-Jordanie-Arabie saoudite était passé d'environ 10 à 30 camions par jour, avec des prévisions pouvant atteindre 100 camions quotidiennement.

Les deux parties ont également discuté de l'activation de l'axe Al-Tanf-Al-Walid-Arar via l'Irak, considéré comme

un itinéraire plus court pour le transit entre la Syrie, l'Irak et l'Arabie saoudite. Le trafic sur la route menant à Al-Tanf atteint environ 1 000 camions-citernes par jour.

Des ports syriens vers l'Irak

Dans l'autre sens, le trafic de transit entre l'Irak et les ports syriens a repris après plusieurs années d'interruption, avec l'arrivée au port de Tartous d'une cargaison internationale en transit en provenance de Roumanie, avant son acheminement par voie terrestre à travers le territoire syrien vers l'Irak. L'importance de cette opération dépasse la cargaison elle-même, car elle constitue un modèle de connexion entre la Méditerranée, le corridor terrestre syrien et les marchés irakiens. Les marchandises arrivant d'Europe par voie maritime peuvent ainsi rejoindre l'Irak en traversant le territoire syrien, dans le cadre d'un itinéraire combinant transport maritime et routier.

Les chemins de fer relient les ports maritimes aux ports secs

Le transport ferroviaire constitue un maillon essentiel pour compléter cette interconnexion. Le 19 mai dernier, l'Établissement général des chemins de fer syriens et la société Latakia International Container Terminal ont signé un mémorandum d'entente afin d'examiner le transport de conteneurs depuis le port de Lattaquié vers les ports secs d'Adra, Hassia et Alep par voie ferrée. Ce modèle permettrait d'acheminer les

marchandises depuis les ports maritimes vers les centres de stockage, de dédouanement et les zones franches à l'intérieur du pays, avant de les redistribuer par voie terrestre vers l'Irak, la Jordanie et les pays du Golfe. Il contribuerait ainsi à réduire la pression sur le réseau routier et à diminuer les coûts de transport.

Le 9 juin dernier, le ministre des Transports, Yaarob Badr, a déclaré à l'agence SANA que le coût initial du tronçon ferroviaire reliant Damas à la frontière jordanienne pourrait atteindre environ 250 millions de dollars.

Des travaux sont également menés afin d'harmoniser les normes techniques avec les réseaux ferroviaires de la Turquie, de la Jordanie et de l'Arabie saoudite, dans le cadre d'une vision visant à créer un corridor ferroviaire régional intégré.

Une hausse de près de 59 %

En outre, le directeur de l'Établissement général des chemins de fer syriens, Oussama Haddad, a indiqué dans une déclaration accordée jeudi dernier à la correspondante de SANA que le volume total des marchandises transportées par train depuis le début de l'année jusqu'à la fin du mois de juillet s'est élevé à 663 479 tonnes, contre 417 859 tonnes durant la même période de l'année dernière, soit une hausse de près de 59 %.

ÉGYPTE

Aton Resources lève 4 millions CAD pour développer le projet aurifère Hamama

En Égypte, l'industrie aurifère reste largement dominée par la mine Sukari, exploitée par AngloGold Ashanti. Les autorités cherchent toutefois à diversifier le secteur en encourageant l'investissement dans de nouveaux projets, notamment à travers plusieurs réformes du cadre minier.

Aton Resources, société minière junior cotée à la Bourse TSX Venture, a annoncé mercredi 12 août avoir finalisé une levée de fonds de 4 millions de dollars canadiens, soit environ 2,8 millions \$. Ces fonds serviront à financer les activités d'exploration et de développement de son projet aurifère Hamama en Égypte, avec l'objectif de le mettre en production à moyen terme. Hamama fait partie des gisements couverts par le permis d'exploration d'Abu Marawat, une concession de 57,7 km² explorée par Aton Resources en Égypte. Le périmètre comprend égale-

ment les gisements d'Abu Marawat et de Semna. La société vise un démarrage de l'exploitation de Hamama en 2027. Le projet abrite 137 000 onces d'équivalent or de ressources minérales indiquées et 341 000 onces d'équivalent or de ressources inférées. Une étude de préfaisabilité a par ailleurs été annoncée en décembre, tandis que les travaux d'exploration se poursuivent sur le site.

Aton veut avancer vers la mise en production de Hamama

Avec ce financement, Aton entend poursuivre le développement de Hamama dans un secteur aurifère égyptien encore largement dominé par la mine Sukari, exploitée par AngloGold Ashanti. Plus grande mine d'or du pays et l'une des principales d'Afrique, celle-ci affiche une capacité d'environ 500 000 onces par an.

Le développement de Hamama intervient également alors que les cours de l'or restent élevés depuis 2025 et que les autorités égyptiennes ont engagé plusieurs réformes pour stimuler l'investissement minier. Le gouvernement vise notamment à porter la contribution du secteur minier au PIB national à 6 %, contre moins de 1 % actuellement.

Pour Aton, la mise en production de Hamama reste toutefois soumise au franchissement de plusieurs étapes. La société devra poursuivre les travaux destinés à convertir les ressources en réserves exploitables, finaliser les études économiques et techniques nécessaires, puis mobiliser les financements requis pour construire la future mine. Les prochaines étapes permettront ainsi de mesurer les progrès réalisés vers une éventuelle mise en production.

R I.

BLÉ

Le segment de la transformation se renforce en Côte d’Ivoire

La Côte d’Ivoire représente le deuxième marché pour le blé au sein de l’UEMOA après le Sénégal. La croissance de la demande, aussi bien sur le marché domestique que sous-régional, soutient le En développement du segment de la transformation.

Synthèse Rédaction Internationale

En Côte d’Ivoire, les capacités industrielles de transformation du blé se renforcent avec un nouveau complexe meunier en 2026. Le groupe turc Alapala a en effet annoncé au début du mois d’août avoir achevé la conception, la fourniture des équipements et la construction de ce complexe intégré pour le minotier Moulin Sako. Selon les informations relayées par le média Grain Feed & Milling Magazine, la nouvelle installation comprend un moulin de farine de blé d’une capacité de production de 250 tonnes par jour et six silos de stockage de céréales disposant chacun d’une capacité de 2500 tonnes pour une capacité totale de stockage de 15 000 tonnes. La mise en service de cette nouvelle unité industrielle vient renforcer les capacités de production de farine de blé en Côte d’Ivoire. Elle illustre également le dynamisme de la demande pour le blé et ses dérivés, qui continue de susciter l’intérêt des industriels.

Un marché domestique en pleine croissance

En Côte d’Ivoire, le blé s’impose actuellement comme la troisième céréale consommée après le riz et le maïs et prend de plus en plus de place dans les habitudes de consommation. Les données compilées par le département américain de l’agriculture (USDA) montrent que la consommation de blé dans le pays a grimpé de près de 34 % en l’espace de trois ans, passant de 580 000 tonnes en 2022/2023 pour s’établir à près de 777 000 tonnes durant la campagne de commercialisation de 2025/2026. L’organisme américain s’attend d’ailleurs à ce que ce volume augmente à 806 000 tonnes en 2026/2027. La Côte d’Ivoire ne produisant pas de blé, la totalité de la céréale transformée par les minoteries est importée. En outre, la quasi-totalité du blé transformé dans le pays est convertie en farine de boulangerie pour la production de pain, avec de plus petites quantités utilisées dans la pâtisserie et la biscuiterie. Le reste est utilisé

dans l’alimentation animale et pour d’autres usages. « Le secteur de la boulangerie génère environ 167 millions de \$ de revenus annuels et continue de croître, porté par la trajectoire d’urbanisation du pays », estime l’USDA dans son dernier rapport sur le marché ivoirien des céréales. Cette dynamique de croissance peut justifier l’intérêt des industriels à augmenter leur capacité de transformation.

Des intérêts à l’exportation ?

Le marché ivoirien ne se limite toutefois pas à la demande domestique. Grâce au port d’Abidjan et à ses corridors routiers vers l’intérieur de la région, le pays sert également de point de redistribution du blé et de ses produits dérivés vers plusieurs marchés ouest-africains, notamment ceux des pays enclavés. Les données commerciales compilées par l’USDA confirment des réexportations ivoiriennes de blé et de produits dérivés totalisant 65 034 tonnes en 2024/2025, soit une hausse de 18 % par rapport aux 55 172 tonnes de 2023/2024.

AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE

Le Burkina Faso accélère dans le thermique

Au Burkina Faso, comme dans plusieurs pays d’Afrique de l’Ouest, la disponibilité de l’électricité reste un défi majeur, notamment en milieu rural. Face à une demande en hausse et une dépendance structurelle aux importations, Ouagadougou accélère le renforcement de ses capacités de production. La multiplication des projets thermiques témoigne de l’accélération des investissements dans la production électrique au Burkina Faso

depuis le début de 2026. La dernière réalisation en date est la centrale thermique Bobo 2, mise en service le 7 août à Bobo-Dioulasso, qui a ajouté 26,4 MW au réseau pour un investissement de 33,9 milliards FCFA (environ 60 millions de dollars). Trois semaines plus tôt, une centrale thermique d’urgence de 50 MW avait été inaugurée à Pabré, pour 18 milliards FCFA. Dans le même temps, les travaux d’une centrale de 120 MW ont démarré à Saaba, près de Ouagadougou,

avec un investissement annoncé de 133 milliards FCFA. La dynamique remonte également au premier semestre. En juin, un groupe d’investisseurs a annoncé son intention de construire deux centrales thermiques totalisant 300 MW, dont 200 MW à Ouagadougou et 100 MW à Bobo-Dioulasso. Le projet en était alors au début de son développement. Quelques mois plus tôt, en janvier, c’est le groupe émirati Mark Cables qui annonçait un autre projet de centrale thermique

de 200 MW, pour un investissement estimé à 180 millions d’euros (environ 208 millions de dollars). Ces investissements, dont la plupart restent encore à concrétiser, devraient à terme renforcer le poids des capacités thermiques dans le parc électrique burkinabè. En 2024, le thermique représentait 46,6 % de la puissance totale disponible, en incluant les capacités nationales et les importations, selon les statistiques officielles.

Agence

Agence

ANGOLA

Une décennie après le départ de BP, Sonangol identifie un gisement gazier prometteur

Le gaz naturel non associé au pétrole a longtemps été le parent pauvre de l’industrie pétrolière africaine. L’Angola cherche à en faire un pilier de sa diversification économique. Il y a plus d’une décennie, la multinationale BP avait foré un puits dans le bassin de Benguela, au large des côtes angolaises, avant de restituer sa participation à l’État suite à une découverte jugée commercialement non viable. Jeudi 6 août, Sonangol et l’Agência Nacional de Petróleo, Gás e Biocombustíveis (ANPG) ont annoncé que le puits d’évaluation Katambi-2 situé sur le bloc 24, confirme des réservoirs de meilleure qualité que ceux identifiés par BP, et réalise au passage une première dans l’histoire du pays.

Les tests ont enregistré un débit stabilisé de 41 millions de pieds cubes de gaz par jour et 1 160 barils de condensats, des hydrocarbures liquides légers extraits avec le gaz. Le potentiel du puits dépasse les 100 millions de pieds cubes par jour, selon les résultats préliminaires. Le réservoir ne contient ni eau ni hydrogène sulfuré, ce qui renforce sa viabilité économique. Ces résultats sont d’autant plus significatifs qu’ils marquent une première pour l’Angola. Le pays a réalisé pour la première fois un test complet dans un réservoir de gaz non associé, c’est-à-dire du gaz produit indépendamment du pétrole, a rapporté Oil & Gas Journal. Cette avancée est le fruit de réformes

engagées depuis 2018. Un décret présidentiel a ouvert pour la première fois la prospection et la production de gaz naturel non associé à l’investissement privé, avec des incitations fiscales spécifiques, notamment une exonération d’impôts de dix ans pour les nouveaux projets gaziers, a rappelé l’African Energy Chamber (AEC) en juin. Avant ces réformes, les compagnies pétrolières n’avaient pas d’incitation à développer le gaz, car l’État en détenait les droits exclusifs. Sonangol estime que le champ Katambi recèle environ 1,7 milliard de barils équivalents pétrole, principalement sous forme de gaz et de condensats. Il s’agirait du plus grand gisement de gaz de l’Angola, selon les données de la

compagnie nationale. Sa mise en valeur se heurte cependant à un obstacle géographique. Le Bloc 24 est situé à environ 500 kilomètres au sud des infrastructures offshore existantes, une distance qui complique le développement. Elle atteindra 250 kilomètres une fois le projet Kaminho de TotalEnergies opérationnel. Pour développer ce gisement isolé, deux pistes sont à l’étude. La première consiste à installer un terminal flottant de liquéfaction directement sur le site pour transformer le gaz en gaz naturel liquéfié (GNL) exportable. La seconde prévoit un pipeline d’environ 75 kilomètres vers le complexe industriel de Lobito, d’après Upstream Online.

R I.

GUINÉE La société d’État Nimba Mining structure sa stratégie de commercialisation de la bauxite

Pour mieux participer à la gestion d’un secteur minier essentiel à son économie, la Guinée a créé Nimba Mining Company en 2025. Depuis, l’entité poursuit sa montée en puissance, notamment dans la filière bauxite. En Guinée, Nimba Mining Company cherche à structurer la commercialisation de sa bauxite, notamment à travers des appels d’offres mensuels ouverts aux sociétés de négoce internationales. Selon Reuters, qui cite notamment son directeur général Patrice L’Huillier (photo), cette initiative intervient alors que l’entité, créée il y a environ un an par Conakry, poursuit le développement de ses activités. Dans le détail, le dirigeant a présenté une stratégie reposant sur deux volets. Nimba Mining Company prévoit d’abord de trouver un partenaire commercial dans le cadre d’un accord garantissant un volume minimal annuel de ventes, tandis que les volumes supplémentaires seraient vendus au comptant dans le cadre d’appels d’offres mensuels. La stratégie présentée par M. L’Huillier rejoint celle évoquée par le ministre des Mines, Bouna Sylla, qui avait également parlé de cette procédure. Ce dernier avait par ailleurs annoncé la semaine dernière à Bloomberg la sélection de Glencore comme acheteur de la bauxite de Nimba Mining, à l’issue d’un appel d’offres. Les modalités définitives du contrat restent toutefois en cours de négociation. Ces éléments donnent un aperçu de la stratégie envisagée par la société pour garantir des débouchés à une production en forte progression, un an après le début de ses activités. Plus tôt ce mois-ci, elle avait annoncé avoir déjà produit 4,2 millions de tonnes de bauxite, dont un record mensuel de 1,3 million de tonnes en juillet. L’objectif est d’atteindre 10 millions de tonnes sur l’ensemble de l’année, avant de porter la capacité annuelle à 12 millions de tonnes dès 2027. Dans ce contexte, la capacité à sécuriser un cadre commercial clair et stable sera déterminante pour donner de la visibilité aux débouchés.

BOURSES

Les marchés en hausse prudente, les taux perchés à des sommets

Les marchés boursiers avançaient prudemment lundi, l'oeil sur la santé de l'économie américaine et l'évolution des taux d'intérêt des titres de dettes publiques, après une nouvelle poussée la semaine dernière.

En Europe, dans les premiers échanges vers 09h2', Paris était stable (-0,05%), tout comme Francfort (-0,04%). Londres prenait 0,28% et Milan 0,30%. La Bourse suisse se montrait quant à elle plus hésitante, l'indice phare SMI lâchant 0,17% vers 10h00. Les doutes sur la dynamique de l'économie américaine sont revenus sur le devant de la scène la semaine dernière, après un recul surprise (-0,6%) des ventes au détail aux Etats-Unis au mois de juillet. A ce mauvais indicateur s'est ajouté une confiance des consommateurs américains en nette baisse pour le même mois, selon une enquête préliminaire de l'université du Michigan également publiée vendredi. Ces données provoquent la "crainte qu'un ralentissement trop marqué de l'économie américaine finisse par peser sur les bénéfices", relève John Plassard, de Cité Gestion Private Bank. Dans le même temps, elles ont quelque peu soulagé les investisseurs, dans la mesure où elles éloignent la perspective d'une hausse des taux imminente de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui aurait un impact négatif sur les marchés d'actions.

ENTRE IMPASSE AU MOYEN-ORIENT ET ESPOIRS SUR LES TAUX L'Europe ouvre en ordre dispersé

Les principales Bourses européennes sont en ordre dispersé lundi en début d'une séance qui ne compte pas de catalyseur majeur au programme, la prudence restant de mise face à l'absence d'évolution sur le front géopolitique au Moyen-Orient, même si le soulagement apporté par les données d'inflation américaines la semaine dernière continue d'alimenter l'appétit pour le risque. À Paris, le CAC 40 perd 0,05% à 8.632,71 points vers 07h11 GMT. A Francfort, le Dax avance de 0,07% et à Londres, le FTSE 100 monte de 0,33%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,34%, le FTSEurofirst 300 de 0,28% et le Stoxx 600 de 0,23%. Les déclarations de Téhéran et Washington au cours du week-end ont largement entamé lundi les espoirs d'une reprise des pourparlers de paix en vue d'un redémarrage du trafic pétrolier par le détroit stratégique d'Ormuz. Le Brent reste néanmoins sous la barre des 90 dollars le baril et recule de 0,16% à 88,38 dollars, tandis que le brut léger améri-

"Il devient de plus en plus probable que la Fed ne procédera plus à aucune hausse de taux avant les importantes élections de mi-mandat de novembre", observe Jochen Stranzl, analyste pour Consorsbank.

Les taux perchés à des sommets

Cela n'a toutefois pas provoqué de baisse des rendements des dettes d'Etat, qui ont à nouveau grimpé la semaine dernière. Ils restaient perchés à des sommets lundi matin: en Europe, le taux d'intérêt allemand à échéance dix ans, référence en Europe, atteignait 3,20%, au même niveau que la veille, au plus haut depuis 2011. Son équivalent français était à 4,03%, contre 4,04% vendredi soir, des niveaux comparables à 2009. Les investisseurs s'inquiètent de l'inflation provoquée par la hausse des prix du pétrole depuis le début de la guerre en Iran, en mars, et alors que les perspectives d'une paix durable semblent toujours plus incertaines entre Washington et Téhéran. Des frappes israéliennes ont fait samedi onze morts, dont des femmes et des enfants, dans le sud du Liban, le bilan le plus

meurtrier depuis des accords conclus en juin, qui avaient permis une baisse des hostilités entre Israël et le mouvement pro-iranien Hezbollah. Malgré ces tensions, le pétrole évoluait peu lundi. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale, restait stable (-0,18%) à 88,36 dollar. Son équivalent nord-américain, le WTI, reculait (-0,76%), à 81,77 dollars. Côté changes, le dollar cédait 0,23%, à 1,1596 dollar pour un euro.

L'Asie profite de la tech

Les investisseurs continuent de faire confiance aux entreprises du secteur de la tech et des semi-conducteurs, principaux

bénéficiaires des investissements massifs dans l'intelligence artificielle (IA). Cela profite aux Bourses asiatiques: dans les derniers échanges, Hong Kong prenait 1,67%, soutenue par Alibaba (+2,59%), Tencent (+1,91%) et JD.com (+3,36%). Tokyo a pris 0,74%, portée notamment par Advantest (+2,47%). Séoul était fermée en raison d'un jour férié. En Europe, le spécialiste des semi-conducteurs Infineon grimpait de 3,00% à Francfort, tout comme STMicroelectronics à Paris. Le fabricant de machines de photolithographie ASML gagnait 2,70% à Amsterdam.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 17 Août 2026 Valeur : 19 Août 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.7721	132.7871
1	EUR	EURO		153.4580	153.4886
1	GBP	POUND STERLING		179.6159	179.6848
100	JPY	JAPANESE YEN		83.4100	83.4247
1	CNY	CHINESE YUAN		19.6933	19.6964
1	CHF	SWISS FRANC		163.3716	163.4102
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.6089	95.6473
1	DKK	DANISH KRONE		20.5285	20.5321
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.9273	13.9314
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.0289	14.0325
1	AED	UAE DIRHAM		36.1501	36.1562
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3644	35.3722
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.0602	432.2497
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.0615	45.5143
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2737	14.2753
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7918	20.8985
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3143	3.3247
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.3470	181.3470

Agence

BOURSE ZURICH

Ouverture en repli

La Bourse suisse a démarré la première séance de la semaine dans le rouge, dans la foulée du repli de Wall Street vendredi et alors que les prix du pétrole reculaient légèrement. Les investisseurs restent néanmoins attentifs à la situation au Moyen-Orient, les tensions et incertitudes continuant de peser sur la visibilité. Après les records récents, les marchés devraient donc avancer avec prudence, entre l'espoir d'une Fed plus patiente et la crainte qu'un ralentissement trop marqué de l'économie américaine finisse par peser sur les bénéfices, note John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. La réaction du marché de l'énergie aux informations du week-end est modérée, estime pour sa part Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Les investisseurs réagissent davantage à l'annonce

selon laquelle les pays du Golfe trouvent des moyens de contourner le détroit d'Ormuz, pour transférer leur pétrole vers des cargo dans le golfe d'Oman et l'acheminer vers leurs clients. Parmi les indicateurs macroéconomiques du jour, le produit intérieur brut (PIB) du Japon a progressé de 0,3% sur la période avril-juin par rapport au trimestre précédent. C'est toutefois un ralentissement par rapport à la croissance de 0,5% enregistrée au premier trimestre, et une performance inférieure aux prévisions des analystes sondés par l'agence Bloomberg, qui tablaient sur une croissance stable à 0,5%. Les mesures de soutien gouvernementales et de solides exportations ont atténué l'impact de la guerre au Moyen-Orient, et les observateurs s'attendent à de nouveaux resserrements monétaires de la Banque du

Japon (BoJ), alors que le yen reste très affaibli. Ce lundi, les investisseurs se pencheront encore sur la production industrielle et les ventes au détail en Chine ainsi que l'inflation au Canada.

Entame laborieuse

Du côté de la Bourse suisse, le SMI après un démarrage laborieux, se reprenait quelque peu dans les premiers échanges, l'indice phare n'affichant peu avant 09h20 plus qu'un imperceptible repli de 0,04% à 14'384,48 points. Le SLI passait du bon côté de la barre prenant tout juste 0,01% à 2318,63 points, alors que l'indicateur élargi SPI jouait aussi les équilibristes, perdant à peine 0,02% à 20'307,09 points. Parmi les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, douze ga-

gnaient du terrain, les dix-huit autres en perdant. En haut de tableau, Sandoz Group (+3,1%) s'échappait seul en tête. Le géant des génériques et biosimilaires Sandoz s'est assuré les droits de distribution - hors de Chine - sur trois biosimilaires développés par Shanghai Henlius Biotech, avec une option pour un quadrième. Le nouvel accord, qui étend une collaboration initiée l'an dernier avec deux produits, pourra porter sur un maximum de 10 biosimilaires, dont la plupart sont encore à un stade précoce de développement. L'équipementier de soupapes à vide VAT Group (+1,7%) suivait à distance, devant le groupe d'électrotechnique ABB (+1,0%). Les poids lourds de la cote évoluaient en ordre dispersé, le géant pharma Novartis (+0,6%) et le numéro un bancaire helvétique UBS (+0,1%) progres-

sant, alors que l'autre mastodonte pharma Roche lâchait 0,2%, le paquebot alimentaire Nestlé plongeant lui de 0,8%. A l'autre extrémité du classement, le spécialiste des soins ophtalmiques Alcon (-0,9%) héritait de la lanterne rouge, derrière le fabricant d'implants dentaires Straumann (-0,8%) et Nestlé. Sur le marché élargi, SIG Group dégringolait de 16,2%. Le spécialiste schaffhousois des emballages a nommé en tant que directrice générale (CEO) Ann-Kristin Erkens, qui avait déjà dirigé l'entreprise en tant que patronne par intérim d'août 2025 à fin février 2026. Conservant en parallèle ses attributions des cheffe des finances, elle remplace Mikko Keto, en place depuis mars dernier seulement.

R. I.

INVESTISSEMENTS ALLEMANDS AUX ÉTATS-UNIS

Un recul à son plus bas niveau depuis trois ans

Les entreprises allemandes ont réduit leurs investissements aux États-Unis à un plus bas de trois ans au cours du premier semestre 2026, alors que les politiques de l'administration Trump ont alimenté l'incertitude entre les partenaires commerciaux transatlantiques.

Les investissements directs au premier semestre ont chuté de près des deux tiers en glissement annuel pour s'établir à 4,3 milliards d'euros (5 milliards de dollars), soit le niveau le plus bas depuis 2023, selon les calculs de l'Institut économique allemand (IW) consultés par Reuters.

Par rapport à la même période en 2024, cela représente une baisse de près de 80 %, indique le rapport, qui s'appuie sur les données de la banque centrale d'Allemagne, la Deutsche Bundesbank.

« Cela poursuit la tendance à la baisse qui est manifeste depuis le début du second mandat de Donald Trump en janvier 2025 », a déclaré à Reuters Samina Sultan, chercheuse à l'IW.

Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump a menacé la plupart des partenaires commerciaux internationaux des États-Unis de droits de douane à l'importation, dans le but d'obtenir des concessions favorables à Washington.

Afin d'éviter de lourdes taxes sur ses ex-



portations vers les États-Unis, l'Union européenne a par exemple conclu un accord l'année dernière comprenant une promesse d'investissement de 600 milliards de dollars.

Au cours des cinq années précédant la pandémie de COVID-19, les investissements du premier semestre des entreprises allemandes aux États-Unis s'élevaient en moyenne à 15,8 milliards d'euros, selon les données, soit près de quatre fois le niveau de 2026.

Cela dit, la période de 2020 à 2023 a été façonnée par les « circonstances exceptionnelles » de la pandémie, a précisé Mme Sultan, certaines années ayant été marquées par des sorties nettes d'investissements.

Les chercheurs ont également examiné la composition des flux d'investissement sur l'année 2025 et ont constaté que les prêts d'investissement direct et les bénéfices réinvestis étaient exceptionnellement élevés, tandis que le capital social au sens strict — le solde entre les nouveaux investissements et les liquidations — est resté inférieur à la moyenne.

« Les entreprises qui sont déjà actives aux États-Unis continuent donc de réinvestir dans le pays les bénéfices qu'elles y réalisent », a expliqué Mme Sultan. « Cela suggère que les États-Unis restent globalement un marché attractif. »

Cependant, les entreprises hésitent à engager de nouveaux capitaux, a-t-elle ajouté.

R. I.

SUÈDE

Le taux directeur inchangé mais la probabilité d'une hausse augmente

La Banque de Suède a annoncé mercredi qu'elle laissait inchangé son taux directeur à 1,75% tout en estimant que la probabilité d'un relèvement au cours de l'année s'était accrue. Cette décision était largement anticipée par les économistes.

"L'inflation est faible en Suède et l'activité économique est un peu moins dynamique que d'habitude",

écrit la banque dans son communiqué.

Mais, avertit la Riksbank, "les perturbations de l'offre liées à la guerre au Moyen-Orient ont entraîné une montée des pressions inflationnistes et accru les risques d'une inflation trop élevée".

Aussi, "la probabilité d'une hausse des taux d'ici la fin de l'année a augmenté par rapport aux estima-

tions de mars".

L'inflation corrigée de l'évolution des taux du crédit immobilier (CPIF), indicateur de référence de la Riksbank, a atteint 1,5% en mai sur un an (0,8% en avril), soit en deçà de son objectif de 2%.

En parallèle, le PIB en Suède s'est contracté de 0,2% au premier trimestre, comparé au trimestre précédent.

La Riksbank "affiche une orientation favorable à un resserrement monétaire, mais le faible niveau actuel de l'inflation et la stabilité du taux de change de la couronne suédoise laissent penser qu'elle va maintenir ses taux inchangés", a réagi Torbjörn Isaksson, économiste de Nordea, dans une note Agence

ENVIRON 40 % DES PETITS EXPORTATEURS TOUCHÉS PAR LES NOUVEAUX TARIFS AMÉRICAINS

Un coup dur pour les PME canadiennes

Le temps presse pour bon nombre d'entreprises partout au pays : à compter du 19 août, plus de 500 catégories de produits canadiens pourraient être visées par de nouveaux droits de douane.

Spiritueux, bâtons de hockey, miel, produits laitiers, luminaires, meubles, appareils électroniques, produits de plastique, bijoux, souliers, papier, bois — la liste de produits dans la mire de l'administration Trump est longue.

Luminaire Authentik, qui fabrique des luminaires sur mesure pour une gamme de clients résidentiels et commerciaux, venait récemment d'embaucher un directeur des ventes aux États-Unis.

C'est un choc. Du jour au lendemain, on se retrouve avec une taxe de 50 % sur ce qu'on vend aux États-Unis.

Une citation de Maude Rondeau, fondatrice et présidente de Luminaire Authentik

Si l'entreprise montréalaise ne compte pas abandonner le marché américain, elle devra toutefois refiler une partie du coût aux consommateurs.

Ça vient freiner nos plans d'expansion. Ça rend les choses vraiment difficiles. Ça vient embrouiller toute notre stratégie d'affaires, lance Maude Rondeau.

L'entrepreneure mise davantage sur le marché canadien : Luminaire Authentik a ouvert une nouvelle boutique à Toronto le mois dernier et compte s'implanter également à Vancouver, Québec, Calgary et Edmonton au cours des prochaines années.

Selon un récent sondage de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), environ deux PME sur cinq qui exportent des produits aux États-Unis seraient soumises aux nouveaux tarifs.

Parmi les entreprises touchées, plus des trois quarts (77 %) anticipent une baisse de revenus avec l'entrée en vigueur des

droits de douane. Plus du tiers (35 %) s'attendent à ce que leur chiffre d'affaires soit réduit — au moins — de moitié.

Le sondage de la FCEI a été réalisé du 28 juillet au 6 août auprès de 1833 propriétaires de petites et moyennes entreprises à l'échelle du pays. À titre de comparaison, pour un échantillon probabiliste de cette taille, la marge d'erreur serait de plus ou moins 2,3 %, 19 fois sur 20.

Certaines entreprises d'une manière ou d'une autre ne seront pas en position de refiler la facture à leurs clients. À 50 % d'augmentation, elles ne seront plus compétitives sur le marché américain, dit-il. Si on n'a pas d'alternative pour écouler nos produits sur d'autres marchés [...] il faut réduire la taille de l'entreprise ou peut-être, malheureusement, dans certains cas, on va assister à des fermetures.

Synthèse R E

PLOMBÉE PAR L'IRLANDE

Repli surprise de l'économie en zone euro

La zone euro a enregistré un repli inattendu de son activité économique au premier trimestre, en raison d'une chute du produit intérieur brut irlandais (-12,1%) encore plus importante qu'estimé initialement, d'après des données révisées publiées vendredi.

Selon la nouvelle estimation d'Eurostat, le Produit intérieur brut (PIB) des 21 pays partageant la monnaie unique a reculé de 0,2% sur les trois premiers mois de l'année, par rapport au trimestre précédent, au lieu d'une croissance de 0,1% précédemment annoncée par l'institut de statistiques européen.

Cette révision d'une ampleur inhabituelle est liée à une chute de l'activité économique en Irlande encore plus importante que prévu : elle est désormais chiffrée à 12,1%, loin de la contraction de 2% initialement annoncée par le bureau des statistiques irlandais, le CSO.

Ce dernier avait expliqué jeudi cette révision hors normes par la prise en compte de données liées aux multinationales, qui ont un poids considérable au sein de l'économie irlandaise.

La performance de la France, deuxième économie de la zone euro, a également été revue en baisse fin mai, son PIB ayant reculé de 0,1% selon l'Insee, au lieu d'une croissance nulle annoncée auparavant.

"Si l'on exclut les effets liés au PIB irlandais, la croissance de la zone euro reste remarquablement stable, autour de 0,2% par trimestre", a commenté Rory Fennessy, économiste au cabinet Capital Economics.

Mais il souligne que l'économie européenne a été soutenue en début d'année par des achats anticipés, liés au conflit au Moyen-Orient.

La guerre déclenchée par Israël et les États-Unis contre l'Iran a en effet poussé certaines entreprises et consommateurs à faire des réserves pour se prémunir contre les risques de pénuries et/ou de hausses de prix sur certains produits.

Or, "cet effet devrait s'inverser au 2e trimestre", prévient cet expert, qui s'attend à une stagnation du PIB de la zone euro au printemps, en excluant l'Irlande.

Agence

JAPON

Le PIB du pays progresse de 0,3% au deuxième trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) du Japon a progressé de 0,3% au deuxième trimestre, selon les données officielles publiées lundi, un chiffre inférieur aux prévisions des analystes.

Le PIB japonais avait augmenté de 0,5% au premier trimestre 2026.

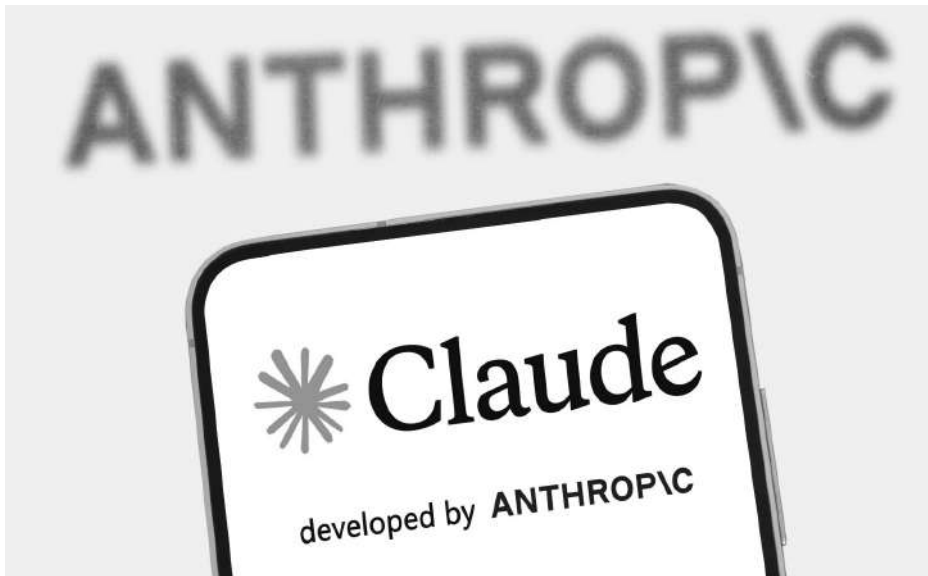
L'économie japonaise a résisté, mais moins qu'attendu, au deuxième trimestre 2026, des mesures de soutien de Tokyo et de solides exportations ont atténué l'impact des tensions géopolitiques.

APS

POUR SON ENTRÉE EN BOURSE

Anthropic vise jusqu'à 200 milliards \$ de chiffres d'affaires en 2028

La future introduction en Bourse d'Anthropic nous permet de jeter un oeil sur l'avenir attendu de la firme de Dario Amodei. Et il pourrait bien être spectaculaire !



Après la folie de l'entrée en Bourse de SpaceX, ce sont maintenant les deux grands rivaux de l'IA OpenAI et Anthropic qui sont attendus de pieds fermes par les investisseurs. Et pour ce qui est du créateur de Claude, l'opération devrait être menée durant l'automne 2026. Ce qui l'a entraîné à partager ses projections financières pour l'avenir - des projections exceptionnelles.

Anthropic se voit atteindre les 190-200 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2028

Il y a trois ans peu de gens connaissent le nom d'Anthropic. Et il y a cinq ans, presque personne, puisque c'est en 2021 que Dario Amodei fonde la start-up, en compagnie d'anciens d'OpenAI. Et pourtant, dans les années à venir, il pourrait s'agir d'une des entreprises les

plus importantes du monde.

En atteste la croissance exceptionnelle des revenus attendues. Selon deux personnes connectées au dossier qui se sont confiées à Reuters, Anthropic prévoit ainsi d'atteindre en 2028 un chiffre d'affaires pouvant aller de 190 à 200 milliards de dollars.

Une activité qui devrait exploser en quelques années

Ces projections doivent permettre aux banquiers et aux investisseurs d'évaluer l'entreprise et savoir à quel niveau de capitalisation ils doivent se fixer avant l'introduction en Bourse. Mais établir des projections sur les deux prochaines années est tout de même assez rare dans ce genre d'opération, comme le note Reuters.

Il faut dire qu'il est difficile de jauger la trajectoire d'Anthropic tant elle est fulgurante. En 2025, son chiffre d'affaires était ainsi de 9 milliards de dollars, quand il était déjà de 16,23 milliards de dollars au premier semestre 2026. Le taux de revenus annualisés a lui atteint au mois de mai de la même année les 47 milliards de dollars. Assiste-t-on en direct à la naissance d'une géant ?

Une place sur le podium de la mémoire flash pour le Chinois YMTC

Avec CXMT, la Chine dispose de son champion en matière de DDR5. Avec YMTC, elle en a trouvé un autre, pour la mémoire flash cette fois. Le fabricant chinois Yangtze Memory Technologies (YMTC) continue de grignoter du terrain face aux géants de la mémoire flash. L'entreprise s'est hissée à la troisième place mondiale en volume de NAND expédiée, devant Micron et SanDisk. Une progression spectaculaire, portée notamment par l'explosion des besoins liés à l'intelligence artificielle.

La Chine s'invite sur le podium du NAND

Le marché de la mémoire flash - la fameuse NAND - évolue. D'après les données de Counterpoint Research, reprises par TechPowerUp, YMTC représentait 14 % de la NAND expédiée dans le monde au deuxième trimestre 2026.

Une part de marché qui permet au fabricant chinois de grimper pour la première fois sur la troisième marche du podium. Devant lui, Samsung conserve la première place avec 25 % du marché, tandis que SK hynix - Solidigm compris - atteint 22 %. Derrière YMTC, la hiérarchie se resserre : Kioxia se situe juste derrière avec une part comparable, tandis que Micron et SanDisk ferment la marche avec respectivement 13 % et 11 %.

La performance de YMTC est



Quand l'IA redistribue les cartes de la NAND

d'autant plus remarquable que l'entreprise a augmenté ses volumes de NAND expédiés de 22 % sur un an, et encore de 5 % par rapport au trimestre précédent. Une progression qui s'inscrit dans un marché particulièrement favorable aux fabricants capables de fournir d'importants volumes de mémoire.

Attention cependant, cette progression en volume ne se traduit pas encore en « victoire économique ».

En effet, dès lors que l'on parle de chiffre d'affaires, YMTC n'est plus « que » cinquième. La raison est assez simple : le fabricant chinois reste très exposé aux produits grand public, moins rémunérateurs que les SSD destinés aux centres de données. Micron et Kioxia conservent ainsi une longueur d'avance sur ce terrain.

Derrière cette progression se cache surtout un changement de taille du marché NAND. L'essor de l'intelligence artificielle ne réclame pas uniquement des GPU toujours plus puissants : il faut également stocker et déplacer des quantités gigantesques de données. Et les SSD à destination des serveurs sont la clé de ce nouveau marché.

Au deuxième trimestre, les SSD destinés aux entreprises représentaient 48 % de la NAND expédiée dans le monde, contre seulement 26 % un an plus tôt. En d'autres termes, près d'une capacité NAND sur deux prend désormais la direction des infrastructures professionnelles. Counterpoint Research estime

même que les SSD d'entreprise pourraient dépasser la moitié des volumes NAND dès la fin de l'année.

Le paradoxe est que cette évolution pourrait à la fois aider et compliquer la tâche de YMTC. Pour l'instant, le constructeur profite du recul relatif de certains concurrents sur le marché grand public, alors que ces derniers privilégient les produits à plus forte marge. Mais si la croissance se déplace durablement vers les SSD d'entreprise, YMTC devra impérativement renforcer sa présence sur ce segment.

Le groupe chinois semble justement vouloir prendre ce virage. Il produit désormais en volume de la NAND 3D à 267 couches et travaille sur des générations dépassant les 300 couches. Son architecture Xtacking 4.0 doit également lui permettre de continuer à améliorer ses performances et ses capacités, mais elle est pour l'heure principalement réservée à la Chine. Reste toutefois un obstacle de taille : les restrictions américaines qui frappent YMTC depuis son inscription sur l'Entity List en 2022 limitent son accès à certains marchés et clients occidentaux, notamment dans les infrastructures serveur. Pour s'installer durablement parmi les géants mondiaux de la NAND, il ne suffira donc pas à YMTC de produire davantage. Il faudra aussi parvenir à vendre davantage de mémoire là où elle rapporte le plus.

SpaceXai lance Grok 4.6

Avec cette version, la société d'Elon Musk mise sur des capacités de raisonnement renforcées et une meilleure gestion des tâches longues. Grok 4.6 dispose notamment d'une fenêtre de contexte de 500 000 tokens

Après avoir dévoilé Grok 4.5 en juillet, l'entreprise a présenté, le 12 août, une version de son modèle baptisée Grok 4.6. Cette évolution vise à renforcer les capacités dites « agentiques » de l'IA. Au-delà de la simple réponse à une requête, le modèle doit être capable de suivre une mission sur la durée, d'analyser des informations complexes, de travailler sur une base de code ou encore de produire un livrable complet. Le modèle est conçu pour rester opérationnel au cours de tâches comportant de nombreuses étapes, notamment dans la recherche, l'analyse de données, le développement informatique ou la production de documents. L'objectif est de limiter les ruptures de contexte et de donner la possibilité à l'IA de poursuivre une mission relativement longue sans devoir être constamment réorientée par l'utilisateur. Cette orientation apparaît également dans les outils proposés autour de Grok. xAI développe notamment Grok Build, un agent de programmation capable de fonctionner de manière interactive ou en arrière-plan, ainsi que des mécanismes destinés à orchestrer des tâches plus autonomes.

500 000 tokens de contexte

Sur le plan technique, Grok 4.6 dispose d'une fenêtre de contexte de 500 000 tokens, un volume particulièrement important pour traiter de longs documents, des bases de code conséquentes ou des historiques de travail complexes. Le modèle accepte des entrées textuelles et visuelles et produit des réponses textuelles. Son niveau de raisonnement peut également être configuré, avec plusieurs niveaux d'effort disponibles selon les besoins de l'application.

Pour positionner Grok 4.6 face aux modèles concurrents, SpaceXai s'appuie notamment sur l'Artificial Analysis Intelligence Index, un indicateur composite regroupant neuf benchmarks. Selon l'entreprise, Grok 4.6 atteint un score qui le place au niveau de GPT-5.6 Sol sur cet indice. Les résultats varient toutefois selon les tests, l'entreprise met notamment en avant ses performances dans le codage agentique, les tâches de connaissance et différents scénarios de travail complexes. D'après les données publiées par Artificial Analysis, Grok 4.6 obtient un score de 61 points sur cet indice. Ce résultat lui permet de dépasser certains modèles open weights populaires, tels que Kimi K3, et de se rapprocher de modèles de premier plan comme GPT-5.6 Sol Max. Claude Opus 5 et Fable 5 conservent néanmoins une avance sur plusieurs évaluations spécialisées.

Un entraînement renforcé

SpaceXai indique avoir consacré davantage de temps à l'entraînement de Grok 4.6 par rapport à Grok 4.5. L'entreprise a notamment utilisé des données générées et sélectionnées pour améliorer le raisonnement et les connaissances techniques, ainsi que des données liées à l'ingénierie. Le modèle a ensuite été affiné avec de l'apprentissage supervisé et de l'apprentissage par renforcement. Grok 4.6 est disponible via l'API de xAI sous le nom grok-4.6, avec sa fenêtre de contexte de 500 000 tokens et plusieurs niveaux d'effort de raisonnement. Le modèle est également proposé dans Cursor et Grok Build.

En Allemagne, même votre garagiste pourrait bientôt renseigner les services secrets

Les voitures modernes accumulent une quantité croissante d'informations sur leur fonctionnement et leur utilisation. En Allemagne, certaines pourraient bientôt intéresser directement les services de renseignement. Une réforme adoptée en Conseil des ministres prévoit d'élargir les organismes tenus de répondre à leurs demandes, jusqu'aux garages automobiles. Une perspective qui inquiète la profession et pose une question plus large : que deviennent les données produites par nos voitures ?

Et si votre garagiste se transformait... en espion ? Cela paraît évidemment un peu gros mais en Allemagne, il pourrait bientôt être amené à fournir certaines informations aux services de renseignement. Le gouvernement allemand a adopté ce mercredi 12 août 2026 un projet de réforme destiné à renforcer leurs pouvoirs face notamment aux risques d'espionnage, de sabotage et de cyberattaque. Parmi les changements prévus, le texte élargit le nombre d'organismes soumis à une obligation d'information. Et les ateliers automobiles sont explicitement concernés, confirme le Zentralverband Deutsches Kraftfahrzeuggewerbe (ZDK), qui représente les professionnels allemands de l'automobile. Le sujet porte notamment sur les "données de télémétrie" générées par les véhicules modernes. Une notion encore suffisamment large pour que constructeurs et réparateurs demandent désormais au gouvernement de préciser exactement ce qu'elle recouvre. Attention toutefois au raccourci : le projet ne prévoit pas de donner aux services secrets un accès direct aux voitures. Le principe consiste à réclamer des informations déjà disponibles auprès des acteurs qui les détiennent ou peuvent y accéder. Et c'est justement cette nuance qui constitue l'une des lignes rouges posées par l'industrie automobile allemande.

Les garagistes ne veulent pas devenir des auxiliaires du renseignement

En soi, le ZDK ne conteste pas la nécessité de renforcer les moyens des services de renseignement allemands. Il refuse en revanche que cette mission se déplace progressivement vers les entreprises. Son pré-



sident, Thomas Peckruhn, estime ainsi que les concessions et ateliers ne doivent pas devenir le "bras prolongé des services de renseignement". Derrière la formule se cache un autre problème. Les données accessibles varient d'une voiture et d'un constructeur à l'autre. Un atelier ne dispose donc pas nécessairement de toutes les informations enregistrées par un véhicule. Le ZDK réclame que la future loi définisse précisément ce qu'un professionnel devra transmettre et surtout qu'un garage ne puisse pas être sanctionné lorsqu'une donnée n'existe pas, reste techniquement inaccessible ou demeure verrouillée par le constructeur. L'organisation souligne également que les petites et moyennes entreprises du secteur ne disposent pas forcément des moyens humains, juridiques ou techniques nécessaires pour traiter seules des

demandes provenant des services de renseignement.

Les constructeurs acceptent de coopérer, jusqu'à une certaine limite

Du côté des constructeurs, la porte n'est pas complètement fermée. Le Verband der Automobilindustrie (VDA) ne rejette pas le principe de transmettre certaines données aux autorités. L'organisation soutient même une architecture dans laquelle les informations seraient fournies en priorité par les constructeurs et, de manière subsidiaire, par les ateliers. Mais elle pose deux limites. La première concerne l'accès au véhicule lui-même : le VDA refuse qu'un service de renseignement puisse se connecter directement à une voiture, notamment pour des raisons de sécurité informatique. La seconde

touche à la collecte des informations.

Seules celles qui existent déjà devraient pouvoir être demandées.

Pour l'industrie, pas question, autrement dit, de commencer à enregistrer de nouvelles données simplement parce qu'elles pourraient éventuellement intéresser les autorités plus tard. Le VDA demande également que la future législation s'articule clairement avec les règles européennes déjà existantes en matière de données personnelles et de cybersécurité.

Une donnée technique peut rapidement changer de fonction

Si le sujet se pose actuellement en Allemagne, il intéresse aussi au-delà des frontières du pays. Une voiture moderne génère de nombreuses données pour assurer son fonctionnement, son diagnostic ou ses services connectés. Mais une information collectée pour une fonction automobile peut prendre une tout autre valeur lorsqu'une autorité souhaite y accéder. Le débat allemand montre surtout à quel point la frontière devient difficile à définir. Le constructeur possède certaines informations, le réparateur peut accéder à d'autres, tandis que le conducteur ne sait pas toujours précisément ce que son véhicule enregistre ni qui peut ensuite le consulter. L'arrivée des services de renseignement dans cette chaîne ajoute désormais un nouvel acteur. Pour l'heure, on voit donc que les représentants de l'industrie automobile allemande cherchent avant tout à fixer les règles avant l'adoption définitive du texte. Car la question n'est déjà plus de savoir si une voiture produit des données exploitables. Elle consiste désormais à déterminer jusqu'où l'État peut aller pour les récupérer.

Mercedes-AMG attaqué en justice : les plaignants accusent le logo métallique de les avoir marqués comme du bétail

Deux propriétaires de Mercedes-AMG en Californie affirment avoir été brûlés par un élément pour le moins inattendu de leur voiture : le logo métallique AMG intégré au dossier des sièges. Chauffé par le soleil, celui-ci aurait laissé sur leur peau une marque reprenant jusqu'à la forme du célèbre emblème. Ils ont désormais décidé d'attaquer Mercedes en justice. On dit parfois d'une voiture qu'elle laisse une marque indélébile à son propriétaire. Pour deux conducteurs de Mercedes-AMG en Californie, l'expression a pris un sens beaucoup plus littéral. Ils viennent en effet de déposer une action collective contre Mercedes aux États-Unis, affirmant avoir été brûlés par le logo AMG métallique intégré au dossier de leur siège.

Le premier plaignant, Gabriel Lahijani, avait loué une Mercedes-AMG Classe E millésime 2026 auprès d'un concessionnaire de Los Angeles. Le 31 mai dernier, alors qu'il portait un débardeur, son dos serait entré en contact avec l'emblème chauffé après exposition de la voiture au soleil. Selon la plainte rapportée par

Associated Press, un dermatologue a ensuite constaté des brûlures aux premier et second degrés... avec une particularité assez improbable : la blessure reprenait la forme des lettres AMG !

Environ six semaines plus tard, Karandeep "Karina" Bath affirme avoir connu une mésaventure similaire. Après avoir laissé sa Mercedes-AMG stationnée à Los Angeles, son épaule aurait touché le logo en remontant dans la voiture, là encore avec un vêtement sans manches. Une marque correspondant à la forme de l'emblème serait devenue visible sur sa peau au cours des jours suivants.

Quand le métal devient un problème dans l'habitacle

Qu'un morceau de métal exposé au soleil puisse devenir brûlant n'a évidemment rien de nouveau. Mais l'argument des plaignants porte surtout sur son emplacement. Le logo AMG est en relief et directement intégré au dossier, dans une zone susceptible d'entrer en contact avec le haut du dos, l'épaule ou la nuque des occu-



pants. Autrement dit, difficile de comparer totalement la situation avec une poignée ou une autre pièce métallique que l'on peut choisir de ne pas toucher. Ici, l'élément incriminé se trouve précisément sur une surface contre laquelle le conducteur est censé s'appuyer. Les deux propriétaires considèrent donc qu'il s'agit d'un défaut de conception susceptible de concerner d'autres Mer-

cedes-AMG équipées de sièges similaires. L'affaire prend évidemment une dimension assez cocasse avec ces marques reprenant les trois lettres d'AMG. Mais derrière l'anecdote, les deux plaignants font état de véritables brûlures et ont décidé de porter le dossier devant la justice fédérale californienne.

Ils veulent faire retirer les logos AMG

Les deux victimes réclament à Mercedes une indemnisation pour leurs frais médicaux ainsi que pour les souffrances et éventuels préjudices émotionnels qu'ils pourront démontrer devant la justice. Mais leur demande va plus loin : ils souhaitent également que le constructeur prenne en charge le retrait de ces logos métalliques pour les propriétaires des modèles concernés. L'action ayant été déposée sous la forme d'un recours collectif, l'affaire pourrait donc dépasser les deux seuls cas à l'origine de la procédure si la justice accepte de l'étendre à d'autres propriétaires. Au moment où Associated Press rapportait l'affaire, Mercedes-Benz n'avait pas encore réagi aux accusations. On connaissait les casquettes, les vestes ou encore les porte-clés AMG. Le tatouage thermique, en revanche, ne figurait jusqu'ici pas au catalogue des produits dérivés de la marque. Les deux plaignants californiens s'en seraient sans doute volontiers passés.

Mots fléchés

CORROMPU PAR L'ANNEAU ORQUES		EN MANQUE D'ACTION TROMPAI		PARLÉ EN INDE TEXTILE		LIEUX DE TRAVAIL CAPRICE D'ENFANT		MAGICIEN DE LA TERRE DU MILIEU		CRÉATEUR DE <i>BILBO</i> <i>LE HOBBIT</i> NON PAYÉ	
								JEUNE			
MÉGOTAI SEIGNEUR ELFE								MINABLE			
						ABRI DOUILLET DÉPRAVÉE				CHAGRIN	
GROS TITRE DRAGON SOUS LA MONTAGNE				POISSON ROUGE ENGINS DE CHANTIER				VARIÉTÉ DE POMME HABITANT DU DÉSERT			
					COUPÉE DU MONDE EN MATIÈRE DE						
VIEUX FRANÇAIS	PRIS DE BOISSON DEMEURE DE <i>BILBO</i>						DANS LE BUT ATTENDRI				
		SLAVES ATHLÈTE							BANDE DE CHIENS		GOLLUM AVANT L'ANNEAU
ABIMÉE VAGUE DANS LE STADE				OUBLIÂMES IL REND INVISIBLE							
			APPLAUDIE PAYS DES HOBBITS							ROULÉ	
NOBLE TITRE RENFORCÉE				DÉPOUILLÉ NÉGATION			MULTITUDE RACE DE LA TERRE DU MILIEU				
								EXÉCUTA GROUPE DE RAP			
DISTANCÉE ÉLEVÉ						RESTE EN CARAFE				LETTRE GRECQUE	
				PLANTE TEXTILE					ARROSE TURIN		
BOUCLÉ						FAIT UN JOLI SOURIRE					

Le Brent en légère hausse, à plus de 89 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère hausse lundi, face à la complexité d'évaluer l'impact des tensions dans la région du Golfe et du Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 0,68% à 89,12 dollars en début d'échanges matinales. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, gagnait 0,12% à 82,50 dollars. Le prix du gaz européen continue à son tour de progresser.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 18 août 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENT DE LA CIRCULATION À NAÂMA

Le ministre de la Santé au chevet des blessés

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, s'est rendu, lundi, dans la wilaya de Naâma, suite à l'accident de la circulation survenu dans la daïra d'Aïn Sefra, indique un communiqué du ministère. ?A son arrivée dans la wilaya de Naâma, le ministre a été accueilli par le secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion des affaires de la wilaya, M. Messaoud Boulaâras, accompagné des autorités locales et des cadres du secteur, précise la même source. ?Cette visite s'inscrit dans le cadre du "suivi de la situation des blessés pour s'enquérir de près de leur état de santé et des conditions de leur prise en charge médicale, tout en affirmant la mobilisation totale de l'Etat pour leur assurer les soins nécessaires et prendre toutes les mesures à même de garantir une prise en charge optimale des blessés", ajoute le communiqué. L'accident s'est produit, dimanche à l'aube, suite au dérapage et au renversement d'un autobus de transport de voyageurs assurant la liaison Tindouf - Sidi Bel Abbès, au niveau de la RN 06, a-t-on rappelé.

APS

FONCIER ÉCONOMIQUE

Une feuille de route articulée autour de cinq axes

Par Z.R.

Le gouvernement poursuit ses efforts pour renforcer la disponibilité du foncier économique destiné à l'investissement, à travers une opération nationale de recensement et d'assainissement visant à constituer un portefeuille de terrains mobilisables au profit des porteurs de projets. Ce dossier a été évoqué lors d'une réunion en visioconférence présidée par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, avec les walis, consacrée au suivi de l'opération de recensement et d'assainissement du foncier économique, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à encourager l'investissement à travers la mise à disposition du foncier économique. L'opération s'inscrit dans le cadre d'une feuille de route exécutive établie à l'intention de l'ensemble des acteurs concernés, des secteurs public et privé. Elle vise à disposer d'un portefeuille national de foncier économique mobilisable, en vue de contribuer à la réalisation de l'objectif national de 20.000 projets d'investissement à l'horizon 2029. La feuille de route repose sur cinq axes fondamentaux, assortis d'un calendrier de mise en œuvre et d'indica-

teurs de performance permettant d'assurer le suivi de leur concrétisation, a fait savoir un communiqué des services du Premier ministre.

Le premier axe concerne le parachèvement du recensement national du foncier économique, étape destinée à identifier les disponibilités foncières pouvant être affectées aux projets d'investissement.

Le deuxième porte sur la numérisation de la gouvernance du foncier, à travers la modernisation des mécanismes de gestion et de suivi, afin d'améliorer la transparence et l'efficacité dans l'accès au foncier destiné à l'investissement.

L'assainissement juridique et la récupération du foncier constituent le troisième axe. Cette opération doit permettre de régulariser la situation juridique des terrains et de récupérer les assiettes foncières non exploitées ou ne répondant pas aux conditions fixées par la réglementation. Le quatrième axe porte sur l'aménagement du foncier économique et son raccordement aux différents réseaux, condition essentielle pour permettre aux investisseurs de lancer leurs projets dans des délais maîtrisés.

Enfin, le cinquième axe vise à renforcer la gouvernance, le pilotage et la coordination

intersectorielle, afin d'assurer une meilleure convergence des efforts des différents acteurs impliqués dans la gestion et la mobilisation du foncier économique.

À travers cette feuille de route, le gouvernement entend ainsi accélérer la mobilisation du foncier destiné à l'investissement et lever l'un des principaux obstacles à la concrétisation des projets. La constitution d'un portefeuille national de foncier économique mobilisable devrait, à terme, contribuer à renforcer l'attractivité de l'Algérie et à soutenir la dynamique d'investissement.

Par ailleurs, lors de cette réunion avec les walis, et en présence des ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ainsi que de l'Éducation nationale, le dossier de la rentrée universitaire 2026-2027 et les dispositifs de transport et de cantine scolaires ont également été examinés.

Cette rencontre a permis de rappeler la priorité absolue accordée par le président de la République aux dispositifs de transport et de cantine scolaires, pour lesquels il a souligné la nécessité de prendre toutes les mesures à même de garantir leur disponibilité dans les meilleures conditions dès la première semaine de la rentrée scolaire. Concernant la rentrée universitaire, les dispositions prises par le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour assurer l'accueil des nouveaux étudiants dans les meilleures conditions ont été examinées, en garantissant les moyens pédagogiques et matériels adéquats et en s'assurant de la disponibilité des structures et des infrastructures universitaires, ainsi que de la prise en charge des différents services universitaires nécessaires.

APS

BMS

Vague de chaleur lundi et mardi sur plusieurs wilayas du pays

Une vague de chaleur affecte, lundi et mardi, plusieurs wilayas du pays avec des températures pouvant atteindre 49 degrés, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. De niveau de vigilance "Orange", le

BMS concerne les wilayas de Mascara, Relizane, Chlef et Aïn Defla où les températures maximales oscilleront entre 43 et 45 degrés et les minimales entre 26 et 30 degrés, durant la validité du BMS, lundi et mardi, précise la même source. La canicule touchera également les

wilayas d'Adrar, In Salah et Bordj Badji Mokhtar qui enregistreront des températures maximales variant entre 48 à 49 degrés et des minimales entre 34 et 37 degrés, lundi et mardi. Les wilayas d'Oran et Mostaganem sont également concernées par la

canicule avec des températures maximales situées entre 39 et 41 degrés et des minimales entre 24 et 27 degrés, durant la validité du BMS, lundi et mardi.

OPÉRATIONS DE TERRAIN DE LA SÛRETÉ NATIONALE

Des efforts intensifiés pour renforcer la quiétude et la sécurité publiques

Les services de la Sûreté nationale poursuivent l'intensification de leurs opérations sur le terrain, afin de lutter contre les différentes formes de criminalité, dans le but de renforcer les mesures de sécurité des personnes et de protéger leurs biens, et ce à travers le déploiement préventif et les opérations de surveillance, afin de consolider la quiétude et la sécurité publiques. Dans ce cadre, les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont effectué récemment, à travers leur territoire de compétence, des descentes sur les fiefs de la criminalité. Ainsi, l'APS, ayant accompagné les unités de sécurité dans nombre de quartiers et d'axes relevant du territoire de la Sûreté de la circonscription administrative de Zeralda (Alger), a constaté le déroulement de ces opérations sur le terrain visant les foyers de la criminalité et les bandes de quartiers, à travers la mise en place de patrouilles mobiles et autres pédestres couvrant les lieux et places publics, ainsi que les zones urbaines. Ces opérations ont été ponctuées par la mise en place de points de contrôle et de

fouille de véhicules et de motocycles, ainsi que par la sécurisation des espaces qui connaissent une forte affluence des citoyens et des familles. Depuis le siège de la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Zeralda, les unités de sécurité participantes se sont réparties entre des dispositifs fixes et mobiles, avant d'entamer des opérations de contrôle et de fouille de personnes, de véhicules et de motocycles, notamment durant la période nocturne. Dans une déclaration, à cette occasion, le chef de bureau de communication de la Sûreté de la wilaya d'Alger, le commissaire de police Amir Chergui, a indiqué, que ces opérations ciblent "les foyers de criminalité, notamment ceux liés au trafic de drogues et de psychotropes ainsi qu'au port d'armes blanches prohibées, afin de lutter contre les bandes de quartiers et les trafiquants de drogue", ajoutant que "l'arrestation et la fouille des individus suspectés s'effectuent dans le cadre du respect des procédures légales en vigueur, en vue de lutter contre les différentes formes d'activités criminelles et de

préserver la sécurité et la quiétude publiques". Au niveau de l'un des principaux axes de la commune de Staoueli, et au cours de la même sortie, une opération sur le terrain a permis l'interception d'un véhicule à bord duquel se trouvaient trois (3) individus suspects, à la suite d'une opération de filature menée par les brigades de la police judiciaire sur la base d'un renseignement sécuritaire préalable. A cet égard, M. Chergui a précisé que le véhicule "a été suivi dans le secteur de compétence, depuis son départ jusqu'à son interception", soulignant que sa fouille a permis de découvrir "une quantité de 2 kg de cannabis traité, conditionnée en vue de sa commercialisation". Il a précisé que "les suspects seront déférés, après leur audition, devant les services judiciaires territorialement compétentes, afin de poursuivre les procédures légales nécessaires dans cette affaire". Il a indiqué que ces opérations de sécurité "se poursuivront pour lutter contre les fiefs de la criminalité, les gangs de quartiers, le trafic de drogues et de com-

primés psychotropes et le port d'armes blanches prohibées", notant que les numéros 1548 et 17 et l'application "Allo-Chorta" demeurent à la disposition des citoyens pour tout signalement ou renseignement. Parallèlement au caractère opérationnel de cette sortie de terrain, le déploiement sécuritaire a été salué par les familles et les citoyens qui investissaient les espaces concernés par cette opération, lesquels ont exprimé leur satisfaction à l'égard de ce type d'initiatives qui permettent de renforcer la sécurité et la sérénité, notamment durant la période de l'après-midi et le soir. De telles opérations de terrain qui coïncident avec la saison estivale confirment le rôle axial des services de la Sûreté nationale, à travers la conjugaison de la prévention, du travail de renseignement et de l'intervention de terrain, en renforcement de la sécurité et de la sérénité publiques, ce qui contribuera à garantir un environnement sûr aux citoyens.

APS